

BIULETYN INFORMACYJNY

La lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière ne peut être menée que par la classe ouvrière elle-même

Szergżen

(Le Frelon)

DANS CE NUMÉRO :

Tribune libre : les groupes pacifistes en RDA
— Histoire : « J'ai été communiste »

Le combat actuel de Solidarność
La situation économique du pays

Hongrie : 1956-1984
— Une adresse de la Charte 77
— La répression en URSS

[1984]

10F

Nº 3-17

62P. 9436

SOMMAIRE

<i>Editorial</i>	p. 3
<i>La vie de l'association</i>	
<i>Interview d'un responsable</i>	
<i>d'une structure clandestine</i>	
<i>de la région de Mazowsze</i>	
(traduit de Kultura-Pazyska)	p. 7
<i>Varsovie-Budapest même</i>	
<i>combat</i>	p. 10
<i>Hongrie : l'opposition face à</i>	
<i>l'aggravation de la répression</i>	p. 12
<i>Anagramme... 9 mois !</i>	p. 14
<i>1 salaire ne permet plus de</i>	
<i>finir le mois</i>	p. 16
<i>Révolte</i>	p. 17
<i>Tribune libre : les groupes</i>	
<i>pacifistes indépendants dans</i>	
<i>les pays du Pacte de</i>	
<i>Varsovie</i>	p. 20
<i>Adresse de la Charte 77 à</i>	
<i>Jaruzelski</i>	p. 22
<i>Ukraine : n'oublions pas</i>	p. 23
<i>Tout un peuple de malades</i>	
<i>mentaux ?</i>	p. 24
<i>Le fossé s'accroît sans qu'on</i>	
<i>voit la sortie du tunnel</i>	p. 26
<i>Roumanie : nouvelle loi du</i>	
<i>travail</i>	p. 28
<i>Dossier : « J'ai été</i>	
<i>communiste »</i>	p. 30



Carte confectionnée en
prison

Soutenir Szerszen c'est s'abonner !
s'abonner c'est remplir
Le bulletin p. 39

Directeur de la publication : Jean Ayme
Commission paritaire en cours
Imprimerie : Corlet, Condé sur Noireau

EDITORIAL

Chers amis,

Ces quelques vers tirés d'un poème d'Adam Wazyk (célèbre en 1956) donnent également en peu de mots, la clé de ce qui anime les rédacteurs de Szerszen-Le Frelon.

Nous voulons douter, c'est-à-dire que nous voulons apprendre, nous voulons comprendre — et si nous réussissons — nous voulons aider nos lecteurs à comprendre ce qui se passe de l'autre côté du « rideau de fer ».

A L'EST:

Que masque la langue de bois des autorités ?

SOLIDARNOSC:

Que cherchent les militants engagés dans le dur combat de la clandestinité (Dans laciérie « Lenin », on ne lutte pas directement pour l'indépendance nationale, on peut seulement la rapprocher) pour un syndicat libre et indépendant « 18 mois pour un anagramme ».

Voici le premier numéro de Szerszen en 1984. Souhaitons que ce journal prenne son véritable essor cette année. Pour cela, nous devons l'améliorer tout en gardant son caractère propre, à travers des types constants d'articles. Par exemple, dans ce numéro :

Comment vivent au quotidien les travailleurs d'une Pologne malade d'une économie gâchée et pillée ? (« Un salaire ne permet pas de finir le mois. »)

Pourquoi des hommes partis de la tradition socialiste, l'abandonnent ensuite (« J'étais communiste ») et d'autres, nous le montrerons, sont en quête de cette vraie tradition.

Les autres pays du « glacis soviétique » où les fissures ridant leur surface révèlent à qui veut le voir la profonde crise qui mine ces systèmes annonciatrices du dégel ?

Hongrie, Allemagne de l'Est, Roumanie, Ukraine, Tchecoslovaquie sont évoqués dans ce numéro. Et nous sommes persuadés que nos lecteurs ne nous tiendrons pas rigueur d'avoir décidé — malgré tout le retard dû à la publication du numéro spécial consacré à la discussion des journées organisées par l'Association Szerszen à la Mutualité à Paris (cf. supplément au n° 1 - octobre) — d'avoir publié l'article de M. Opinel rédigé pour l'anniversaire de la révolte des ouvriers de Budapest.

Nous ne nous taîrons pas sur les répressions et les persécutions qui frappent les militants de la justice et de la liberté. Des articles d'opinion, comme « Révolte » en témoignent. On ne peut accepter l'engrenage nouveau de la répression, qui atteint désormais les auxiliaires de justice que veulent rester les avocats polonais.

...ILS ONT DOUTÉ

B.D.I.C

« *Ils disaient
dans le socialisme
un doigt blessé ne fait pas mal
ils se sont blessés au doigt
ils ont eu mal
ils ont douté* »

L'arrestation de M^e Bednarkiewicz, avocat de Solidarité connu, nous amène d'ailleurs à évoquer l'affaire « Przemyk », puisqu'il était l'avocat de la partie civile dans cette affaire. Bizarrement au moment de l'arrestation de l'avocat, on arrêtait deux brancardiers présentés dans la presse comme probablement les vrais responsables de la mort du jeune Grzegorz. Envolés les reproches du début de l'instruction envers les miliciens de garde au commissariat où Grzegorz a été tabassé ? Non, pas envolés, noyés. En effet, selon le parquet, les dossiers de l'instruction ont été détruits par une inondation due à une rupture de canalisation. Version contradictoire à la milice, où l'on parle de vol. Cette parodie resterait ridicule, s'il ne s'agissait d'éclaircir les circonstances de la mort tragique d'un bachelier de 18 ans, et si un homme — M^e Bednarkiewicz —, parce qu'il sait beaucoup de choses, comme on le souligne dans certains milieux à Varsovie, n'avait été arrêté. Nul ne peut oublier ces circonstances. Pour notre part, aussi, nous continuerons d'informer nos lecteurs.

En effet, il nous semble que la presse de Solidarnosc dans les entreprises — aux titres multiples, couvrant toutes les régions de Pologne — revient à raison sur ce problème. « Un jour ou l'autre, il faudra toujours finir par dire clairement de quel côté on se trouve, celui du peuple opprimé ou celui des oppresseurs du peuple » *Montinowiec de Nowa Huta*.

Car Solidarnosc vit, et pourrait-on ajouter, « travaille ». En témoigne cette multitude de journaux dits clandestins, qui bien souvent ne sont que semi-clandestins puisqu'ils circulent de main en main dans les usines (nationalement, plus de 1500 titres recensés). Ces journaux abordent tous les problèmes généraux et théoriques (cf. ...) ou donnent même concrètement le bilan des dépenses du syndicat Solidarnosc pour le mois. Ex. : FSO (usine Fiat Polski à Varsovie) : 614 900 zl, dont 55 000 pour la presse indépendante, 7 400 , actions de protestation (bougies, fleurs, etc.), 20 000, presse indépendante, 1 000, messe, 531 000, aide aux victimes de la répression et aux emprisonnés. Bilan de janvier-novembre 1982. Dans cette usine, Solidarnosc a par ailleurs payé 246 000 zl de prestations statutaires.

On publie aussi le nom des collaborateurs du S.B. (la police politique) ou de ceux qui s'inscrivent dans les nouveaux « syndicats ». A ce sujet « AUT » de Wroclaw écrit : « *Nouveau syndiqué tu crois que ton indice s'est amélioré ? Erreur, c'est ton échine qui s'est courbée.* »

De l'existence de Solidarnosc, de toutes ces publications témoignent les dizaines d'arrestations de militants, au mois de janvier, accusés d'être des éditeurs de la presse clandestine. Ainsi, par exemple, le 13 janvier à Szczecin, la police politique a arrêté 2 personnes pour recel et colportage de presse indépendante : la directrice et l'employée d'un dépôt de l'Entreprise de Diffusion de la Presse et du Livre Ruch de Szczecin (sic !) et trois ouvriers de Solidarnosc, deux anciens internés et un ancien condamné : Konrad Szulc, Grzegorz Ostrowski, Andrzej Lipski. Ils sont des dizaines d'autres dans ce cas à Gdansk notamment, à Varsovie, Wroclaw, Cracovie. De même, Solidarnosc et le combat pour Solidarnosc existent derrière les barreaux, où des militants sont en grève de la faim depuis des semaines pour faire respecter leur droit.

Nous ne les oublierons pas. Nous ne pouvons les oublier. Le combat pour la libération de tous les emprisonnés, pour le statut immédiat de prisonnier politique est aujourd'hui le combat pour la liberté et la justice en Pologne.



Avec les publications de Solidarnosc dans le pays, nous concluerons sur ceux-là ; «*Bo cierpia za wspólną sprawę*» - Ils souffrent pour notre cause commune.

Qu'ils n'aient, eux, aucun doute. Nous sommes avec eux.

Lorsque le 1^{er} juillet 1983 s'est constituée l'Association Szerszen, ses buts ont été clairement définis: informer en France et à l'étranger de toutes les initiatives indépendantes prises par la société polonaise, apporter aide et soutien à toutes ces initiatives.

Pour ce faire, la première tâche que nous nous sommes fixée a été de faire paraître à nouveau la revue Szerszen, bulletin d'information et de discussion, fondée par Edmund Baluka.

Les journées organisées par notre Association, les 22 et 23 octobre 1983 à la Mutualité, ont permis le développement et l'approfondissement d'une libre discussion sur les problèmes qui se posent en Pologne aujourd'hui.

C'est ce travail d'information, ce sont ces libres discussions qui ont permis qu'un pas très important soit franchi le vendredi 13 janvier 1984 : la tenue de notre première assemblée générale réunissant des amis du peuple polonais déjà engagés à divers titres dans un travail concret de soutien au peuple polonais.

Participaient à cette réunion quelques dizaines de syndicalistes de FO, de la CGT, de la FEN, des membres de comités de soutien ou de parrainage, des médecins... Y participaient également d'anciens militants de Solidarnosc, dans l'émigration.

La composition de cette assemblée générale démontrait donc, si besoin était, le caractère spécifique de notre Association. En effet, notre action ne se développe pas en contradiction ou en surcharge d'initiatives prises par les syndicats ou les comités, mais, bien au contraire, permet de rassembler, d'élargir de telles initiatives.

Ainsi que le précisent nos statuts, le soutien que nous apportons au peuple polonais porte sur toutes les initiatives indépendantes que prend et prendra la

DANS L'ACIÉRIE « LENIN » ON NE LUTTE PAS DIRECTEMENT POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE, ON PEUT SEULEMENT LA RAPPROCHER

Une interview avec le responsable d'une des structures clandestines de la région de Mazowsze, parue dans l'hebdomadaire clandestin Tygodnik Mazowsze

Kultura Paryska n° 11/434 - 1983

La rédaction de Mazowsze : il y a un an et demi, tu créais l'une des structures régionales (de Solidarnosc - NDLR) les plus efficaces. Quelle est aujourd'hui ton opinion sur le travail clandestin ?

Réponse : Je pense que la situation est bonne. Le drame, c'est que beaucoup ne partagent pas cet avis. Notre plus grande victoire, c'est qu'aujourd'hui, à

la veille de 1984, après 35 ans de communisme, la clandestinité existe, qui a son propre centre dirigeant, éditant sa presse qui compte plusieurs grands titres différents, qui tirent parfois jusqu'à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, en contact avec l'émigration nationale indépendante. La police qui dispose d'un budget sans limites, capable d'engager des centaines d'hommes sur ses « coups », est incapable d'attraper Bujak. C'est tout aussi capital qu'en août, lorsque Jagielski est venu à Gdańsk, non plus pour discuter avec quelqu'un, mais avec le président du MKS (comité inter-entreprise de grève). **Q. — D'accord, mais l'amnistie est très souvent considérée comme le signe que les autorités ne craignent plus la clandestinité.**

L'ASSOCIATION

société polonaise, qu'elles soient syndicales, culturelles ou politiques, et ceci sans exclusive.

A l'issue de la réunion, le texte ci-dessous a été adopté, à l'unanimité des participants.

« Invités le vendredi 13 janvier 1984, réunis par l'Association Szerszen de soutien au peuple polonais et à toutes les initiatives sociales indépendantes en Pologne, les soussignés décident de se constituer en assemblée générale de l'Association qui se réunira régulièrement une fois tous les deux mois sur convocation du bureau.

L'assemblée générale de l'Association agira dans le respect des statuts de l'association Szerszen.

Les membres de l'assemblée générale s'engagent à promouvoir et élargir le soutien à l'Association :

1. En informant régulièrement de l'activité de l'association et de la situation du peuple polonais. Le bureau s'engage à fournir l'information nécessaire à tous les membres de

l'assemblée générale.

2. En promouvant les activités, impulsées par l'Association, pour la défense du peuple polonais ou les initiatives auxquelles elle s'associe.

3. En apportant soutien moral et financier à l'Association, dans le respect de son indépendance et de ses statuts.

4. En faisant connaître et diffusant le bulletin d'information Szerszen-Le Frelon, en élargissant le cercle de ses lecteurs et de ses abonnés.

5. En participant sous ses formes multiples à la vie et à l'animation de l'Association.

Fait à Paris le 13 janvier 1984
Bourse du Travail

Le bureau de l'Association



R. — L'amnistie, c'est notre succès. Ce n'est pas une faveur des autorités. L'internement de milliers de militants, les peines draconiennes après le 13 décembre voulaient mettre les gens à genoux, en réalité, cela les a d'autant plus indignés et mobilisés. Puis, les autorités ont voulu moduler la répression en pensant qu'une politique de terreur libérale limiterait la résistance, mais cela non plus

n'a pas réussi. Ils ne nous ont ni intimides, ni achetés par un libéralisme communiste. Donc, maintenant, ils pensent qu'ainsi, ils vont nous diviser et réussir à s'en tirer. Cela réussira-t-il ? A mon avis, certainement pas.

Q. — Le fait est que le mouvement de résistance est de moins en moins important.

R. — Depuis le début, je considère qu'il faut relativement peu de monde dans la clandestinité. A plus long terme, il est impossible qu'un aussi grand pourcentage de la société s'occupe tous les jours de politique. La période qui a suivi août (80 - NDT) était à cet égard exceptionnelle, c'était une époque de révolution. Comme quelqu'un l'a déjà écrit, une conspiration de masse ne peut réussir. Il suffit que la société continue à s'identifier au noyau fort de Solidarnosc, qui est passé dans la clandestinité. Le rôle d'un référendum ou d'élections, qui n'existent pas, est joué par les manifestations qui se sont déroulées sur le trajet de la visite du pape, ou le 31 août. C'est le choix que fait la société polonaise, c'est sa façon de s'exprimer.

Q. — Mais les gens finissent par s'é-mousser, on ressent une certaine fatigue...

R. — Il me semble que les autorités ont finement choisi le moment. Ainsi, ceux qui sont passés dans la clandestinité sous l'effet d'une première émotion, ceux qui ont été attirés par l'aventure romantique ou exotique de la conspiration, tous ceux-là se sentent fatigués ou déçus, car il s'est avéré que la conspiration cela n'était pas des avances au pouvoir, mais un dur, dur labeur, fastidieux. C'est en gros à leur adresse qu'est faite la proposition de se rendre, c'est-à-dire de renoncer à combattre. Je ne parle pas ici des redditions qui se sont produites après de graves arrestations, comme par exemple Hardek (1), car comme l'a dit Zbyszek Bujak, « c'est une lourde perte, mais une perte que pour l'instant nous pouvons combler ».

Lorsqu'en 1968 on a emprisonné Kurnon et ses collaborateurs, alors le mini-cercle de l'opposition est demeuré paralysé pour plusieurs années. Aujourd'hui, on a emprisonné beaucoup plus de monde, mais le reste est toujours en action. Ils sortent de prison bien souvent plus forts, enrichis par l'expérience. Ils ont pris conscience que la police existait en effet bien réellement, et cela n'était pas clair pour tous auparavant; mais d'un autre côté, ils savent qu'elle n'est pas toute puissante. Pour la majorité de ceux qui s'engageaient, il n'y avait que deux états de choses possibles: ou la police ne connaissait rien d'eux, ou elle les tenait entre ses mains. En réalité, c'est un état intermédiaire qui s'est avéré typique. La police sait quelque chose, mais pas assez pour nous empêcher d'agir.

Le pouvoir croit que, comme au début des années 1970, il va enfermer l'élite et la société petit à petit va mourir. Il ne veut pas comprendre que du temps de « S » (2) se sont constituées je ne sais combien d'élites prêtes à s'exposer.

Q. — Donc, tu penses qu'on n'arrivera pas à normaliser la Pologne, que la résistance a un sens. Pourquoi donc revient sans cesse l'expression de la crise de la clandestinité ?

R. — Car revient sans cesse comme une incantation la question « Est-ce que ce que nous faisons a un sens ? ». Ce n'est pas un symptôme de crise, mais la preuve que nous possédons — à la diffé-

rence des communistes — une certaine distance par rapport à ce que nous faisons. (Ils peuvent, eux, sans se poser de questions inutiles de ce genre, faire des choses qui n'ont pas de sens.) Cette question, le pouvoir la retourne contre nous, tentant de nous manipuler ainsi dans une campagne de redditions.

Nous avons un gouvernement, des journalistes, des gens qui pendant des années se sont occupés de pure propagande de manipulation. Malheureusement, nous ne savons pas utiliser nos victoires du point de vue de notre propre propagande, et amortir nos échecs. Par contre, le pouvoir, lui, sur ce plan, ne se débrouille pas mal. Et à la différence de ce que nous faisons, il ne commet pas certaines erreurs. Si la TKK à l'occasion de la visite du pape, demande à ce qu'il n'y ait pas d'actions de protestations, on l'utilise pour la propagande. Car aujourd'hui il dépend uniquement de l'autre bord que les banderoles de « S » exigeant la liberté et exprimant les idéaux d'indépendance nationale de tout le peuple soient interprétées comme des actions de protestation ou comme un pur acte de foi religieuse.

La TKK, dans bien des cas, ne sait pas utiliser ces atouts que la société et eux, comme ses leaders incontestés, ont en main. Pendant ce temps, l'autre bord brade tout; y compris ses propres erreurs, qu'il cherche à transformer en succès. Car si Rakowski va à Gdansk pour s'opposer publiquement à un homme qui, selon le gouvernement (3), n'est qu'un simple citoyen comme les autres, c'est en soi contradictoire. On ne vient pas contrer une simple personne privée publiquement lors d'une rencontre retransmise à la télévision. La seule solution, en l'occurrence satisfaisante pour Moscou, aurait été l'entrée en force d'un groupe de flics de la police politique et « l'arrestation » de Walesa et de son entourage dans la salle. Tout le reste n'est qu'une preuve des « déviations révisionnistes » du camarade Rakowski. Les autorités, obligées à une telle confrontation, sans pourtant faire échec et mat à la société, sont vaincues, et le pat actuel est notre succès. (4).

Q. — Pourtant, beaucoup considèrent que c'est le pouvoir qui est gagnant dans le cadre d'une situation de blocage social.



R. — Solidarnosc a été la tentative de résoudre tranquillement, pacifiquement, les conflits entre le pouvoir et la société. Comme toute action du syndicat a été bloquée, ce qui apparaissait comme une solution se transformait en un nouveau « pat ». Sauf que — et c'est là où nous y gagnons — ce pat se situe chaque fois à un niveau supérieur. De plus en plus de domaines échappent aux autorités et ce phénomène prend sans cesse une nouvelle dimension. Ainsi, il peut s'avérer que les autorités soient contraintes de céder et d'accepter les revendications de Solidarité, car dans de nombreux domaines elles perdent leur influence sur la réalité. Elles ne l'avoueront jamais mais elles accepteront les faits accomplis. Par exemple, elles ont d'ores et déjà plus ou moins reconnu la nécessité d'une certaine reprivatisation. Elles ont reconnu également — ce qui ne veut pas dire qu'Urban va faire une déclaration à ce sujet — l'opposition et les éditions indépendantes. Au début de la guerre, pour quelques tracts, un gars pouvait prendre jusqu'à trois ans. Aujourd'hui, on sort beaucoup plus vite de prison lorsqu'on est pris avec quelques centaines de journaux ou livres.

Nous revenons donc à une situation

d'avant août (80 - NDLR), sauf qu'aujourd'hui le réseau de l'information indépendante est développé sur une plus grande échelle. Ils semblaient donc avoir l'avantage, mais nous leur avons infligé un « pat ». La partie engagée ne s'est pas terminée une nouvelle fois par leur victoire. Et à chaque nouvelle partie engagée, le rapport de force en notre faveur est meilleur.

Q. — Bon, et le Kremlin ?

R. — Moscou se trouve placé — et restera placé encore une bonne dizaine d'années devant un dilemme : ou provoquer une guerre mondiale ou manœuvrer, « faire de la détente », pour recevoir une piqûre de technologie qui la sauvera de la sclérose économique. Les Russes, comme d'habitude, mènent une politique étrangère intelligente et sous toutes ses facettes. Ils restent toujours prêts à deux variantes. Lorsque le Moyen-Orient s'est terminé, ils se sont occupés de l'Amérique centrale, ce qui fait qu'on peut d'ores et déjà craindre pour le Mexique. Et lorsqu'ils auront le Mexique, tous les accords géo-politiques seront modifiés. En ce qui concerne la seconde variante, la détente, Moscou continue de miser sur une finlandisation de l'Europe et tente les Allemands par la perspective d'une réunification à ses conditions.

Mais l'Ouest commence à comprendre ce qu'est la politique de paix version russe. Pour la première fois, il paie pour Yalta. Il comprend que les alliés n'ont pas abandonné certains pays d'Europe centrale, mais les pays qui faisaient tampon avec le molosse russe. La Pologne a cessé d'être pour lui un pays d'exotisme, c'est un peuple semblable au leur qui combat pour des buts qu'il comprend. Nous les avons donc aidés à comprendre que dans ce jeu ce sont eux-mêmes qui sont un enjeu et qu'on ne peut à l'infini reporter la question de l'indépendance nationale des pays d'Europe de l'Est et d'Europe centrale.

Où est l'espoir ? Paradoxalement, dans le sens où l'Ouest commence à être coincé et n'a plus où reculer.

Q. — Que faire ? Combien de temps comptes-tu rester dans la clandestinité ?

R. — Attends, attends... Primo, comme l'explique la définition du « petit conspirateur de poche », la clandestinité est à

la surface, simplement pas celle où se trouve aussi la police politique. Je ne reste pas enfermé dans une cave. Ensuite, aucun d'entre nous ne se sacrifie.

Chacun vit pour lui aussi. Et jamais la vie en Pologne n'a été aussi intéressante. Il faut faire ce qu'on sait faire et le faire bien. A son échelle, mais de façon sensée. Autant au début c'était une sorte d'éthique du combat, d'élan, d'improvisation continue qui étaient de rigueur, autant maintenant il faut considérer cela comme un dur travail à accomplir. Jan Jozef Lipski, dans son livre sur le KOR, raconte cette époque comme quatre années de dur labeur, (5) Les effets à long terme doivent être le résultat d'un dur travail. Solidarnosc en a été un résultat pas si mauvais que cela. Le plus grand danger chez nous, c'est qu'on manque d'endurance, une qualité chez nous assez rare.

Le seul moyen sensé pour vivre est la thérapie de l'occupation. Il faut se fixer des buts partiels, comme par exemple éditer des journaux, la guerre économique, des élections honnêtes aux conseils de l'autogestion, trouver des terrains pour des constructions, fonder une société de commerce dans un village. L'action, dans cette affaire concrète, doit s'identifier dans les consciences avec « S », et rejoindre les buts généraux. Ce n'est pas d'aujourd'hui que le grand problème de l'opposition est que nous renchérissons sur les grands mots d'ordre, mais nous ne savons pas avec passion nous atteler aux objectifs à moyen terme. Dans l'aciérie « Lénine », on ne peut pas lutter directement pour l'indépendance nationale de la Pologne. On peut simplement lutter pour la rapprocher.

L'article est paru dans le n° 62 de « *Tygodnik Mazowsze* » du 22 septembre 83.

(1) Hardek : dirigeant de la TKK de la région de Wrocław.

(2) « S » désigne Solidarnosc dans les bulletins clandestins.

(3) Rakowski avait rencontré Lech Wałęsa au cours d'une réunion publique aux chantiers navals.

(4) Pat : terme du jeu d'échecs qui indique que la partie est nulle, aucun joueur ne pouvant l'emporter.

(5) Jan Josef Lipski : l'un des membres fondateurs du K.O.R. (Comité d'autodéfense des ouvriers).

Le doute politique, le malaise général, le mécontentement des travailleurs polonais est le thème du « Poème pour Adultes » d'Adam Wazyk publié par Nowa Kultura durant l'été 1955, il constitue une manifestation annonciatrice du « Printemps d'octobre ».

*Il y a des hommes harassés
Il y a des hommes de Nowa Huta
Qui ne sont jamais allés au théâtre
Il y a les pommes polonaises
inaccessibles aux enfants
Il y a les enfants méprisés par de
mauvais médecins
Il y a des garçons obligés de mentir...
...
Fourier, le rêveur, tendrement
prédisait
Que la mer se transformerait un jour
en limonade
Ils boivent l'eau de la mer
Ils crient : « Limonade ! »
Et ils se détournent pour vomir,
Pour vomir.
Ils disaient
Dans le socialisme
Un doigt blessé ne fait pas mal.
Ils se sont blessés au doigt
Ils ont eu mal
Ils ont douté.*

Le 28 juin 1956, ils n'ont plus douté. Au cri de « Pain et Liberté » les 16 000 ouvriers de l'usine Cegelski ont, en pleine foire internationale de Poznan, affirmé à la face du monde que la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière ne peut être menée que par la classe ouvrière elle-même. Un acte de foi scellé dans le sang.

Ce sang est prêt à couler de nouveau ce 19 octobre 1956 où les ouvriers de Zeran, la grande usine automobile de la banlieue de Varsovie sont face aux tanks soviétiques maintenant immobiles tandis que 20 000 étudiants et ouvriers se rassemblent à l'Ecole Polytechnique. Ils attendront 19 heures, dans une atmosphère tendue, le résultat de la confrontation qui oppose au Belvédère — le palais de la présidence de la République — le Bureau politique polonais et Nikita Kroutchchev.

Celui-ci est arrivé le matin même de l'ouverture du huitième plénum du Comité central — appelé à la rescouasse par les dogmatiques staliniens — avec la ferme intention d'y participer « de droit ». Mais le plénum sera reporté tant que la délégation soviétique sera sur le sol polonais. C'est alors que les tanks de l'Armée rouge avancent en cercle

VARSOVIE, BUDAPEST 1956, MÊME COMBAT



autour de Varsovie.

Apprenant que certains éléments blindés sont déjà dans les faubourgs de la capitale, les responsables polonais se lèvent et menacent d'en appeler au peuple.

Spontanément, nous l'avons vu, la mobilisation s'est déjà faite. Ordre est donné aux tanks soviétiques d'arrêter leur marche. Un long face à face commence. A deux heures du matin, Krouchtchev cédera...

L'enthousiasme populaire déferle. Une fièvre de joie et d'espoir secoue la Pologne. C'est le « Printemps d'Octobre ».

La nouvelle traverse les frontières. Dans la nuit du 22 au 23 octobre, un meeting de 5 000 étudiants, réunis à l'université technique de Budapest établit le projet d'un manifeste en 16 points, réclamant des réformes. Dans ce mémorandum, ils « se déclarent unanimement solidaire des ouvriers et des étudiants de Varsovie et de Pologne dans leur mouvement pour l'indépendance nationale ». Le 23 au matin, les étudiants demandent l'autorisation d'organiser une manifestation de soutien au peuple polonais et de publier leur résolution.

Une délégation comprenant des représentants de l'Union des Ecrivains du Cercle Petőfi, de l'université technique de Budapest et de l'équipe de rédaction de Szabad Nep — le journal du parti — demande à être reçue par Ernö Gerö, Premier secrétaire du Parti communiste hongrois et Andros Hegedüs Premier ministre.

En fait, tous les dirigeants seront présents rassemblés dans un tourbillon de confusion, de peur et d'hésitations. Un témoin fut frappé de l'air de dédain d'Hegedüs, examinant le manifeste puis se tournant vers les jeunes gens il leur fit cette étonnante remarque : « *Vous n'avez aucun droit de manifester votre sympathie pour la Pologne car le Comité central n'a pas encore pris position sur ce sujet* ».

La manifestation est donc interdite. Mais des milliers d'étudiants sont déjà dans le centre de Budapest. La foule augmente sans cesse. Un pacifique défilé en faveur de la Pologne est en train de se transformer en violente démonstration contre un gouvernement qui, pris de panique, lève l'interdiction. Un commentateur écrira : « *Une poignée d'élcoliers a pu ainsi défier la puissance d'une oligarchie communiste et gagner* ». Pour le peuple hongrois, cette victoire était stupéfiante.

Il était inévitable que dans ces conditions les manifestants s'enhardissent. Les coquilles rouges, blanches, vertes apparaissent. Des drapeaux tricolores hongrois sans surcharge (la faucille et le marteau ont été découpés) sont déployés. Le manifeste des étudiants est placardé sur les murs et diffusé à des milliers d'exemplaires. Un sentiment de jubilation parcourt les rues de la capitale, la population longtemps intimidée par la crainte des espions infiltrés jusque parmi les

amis, cessait soudain de chuchoter. Elle éprouvait le sentiment collectif de sortir brusquement d'un cauchemar.

A 20 heures, Gerö adresse au pays un discours radiodiffusé. Ce fut l'évincelle qui fit tout exploser : brutalité inhumaine, servilité envers l'Union Soviétique, absence de compréhension, agressivité, hostilité à tout compromis. Tout y était. Il déclare : « *Nous condamnons ceux qui cherchent à inoculer à notre jeunesse le venin du chauvinisme et qui profitent de nos libertés démocratiques garanties aux travailleurs par notre Etat pour organiser une manifestation nationaliste.* » Il osa jeter le terme de « *populace* » à la face des gens dont beaucoup, si ce n'est la majorité, étaient des communistes et des jeunes. L'immense foule continuait à assiéger l'immeuble de la radio et exigeait la diffusion du manifeste des étudiants.

Budapest offrait au monde l'exacte réplique de la mobilisation de Varsovie. Pour les Hongrois, il n'y avait aucune raison que l'Histoire ne se répétât pas, surtout une histoire vieille de moins d'une semaine.

A 20 h 30, un adolescent tombait, frappé à mort, première victime d'un combat de 7 jours pour la liberté. Un combat sanglant car là, les chars soviétiques ne s'arrêteraient pas aux faubourgs de la ville.

La tragédie hongroise eut un immense retentissement dans le cœur des Polonais. Ils envoyèrent — en quantité — aux insurgés des vivres, des médicaments, des médecins. Les couleurs hongroises apparaissent aux fenêtres des maisons, sur tous les murs des villes, la colombe de la paix versa des larmes de sang.

A l'ouest, tous les militants attachés aux libertés démocratiques participèrent aux manifestations et campagnes de soutien matériel. Pourtant l'histoire retiendra que l'Ouest a assisté impuissant et honteux à l'écrasement de la révolution hongroise.

Aux raisons d'Etat s'ajoutera le coup de poignard des staliniens français qui qualifieront de fascistes les hommes, les femmes, les enfants pour qui la mort dans l'honneur parut soudain préférable à une prolongation de l'esclavage imposée par les séides de l'URSS.

Faire refleurir l'églantine à Budapest comme à Varsovie tel est le sens profond du sacrifice des « *Combattants de la Liberté* » de 1956. Combat que nous nous devons de poursuivre à travers l'expression concrète de la solidarité internationale des travailleurs sous peine de devenir, nous ou nos enfants, des esclaves.

Marc Opinel

La presse de l'Ouest a rapporté la condamnation à une peine de six mois de prison avec sursis de l'éditeur de la revue Beszelo (« auto éditée »), le sociologue Gabor Demski. Déjà condamné en août 1982 pour édition « illégale », victime de perquisitions et de fouilles régulières, celui-ci était jugé pour une agression envers des policiers... qui lui a valu 5 jours d'hospitalisation pour comotion cérébrale.

Le 24 septembre, en sortant de chez Laslo Rajk (1), il était arrêté pour un contrôle de vitesse, prétexte à une nouvelle fouille. Pour avoir voulu empêcher les policiers de s'emparer de sa serviette, il fut aspergé de gaz lacrymogène et frappé à coup de matraque.

A l'ouverture du procès, les laissez-passer étaient nécessaires, les représentants de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme et d'Amnistie Internationale n'on pas pu entrer. Une centaine d'amis du sociologue réussit néanmoins à envahir la salle d'audience un moment, romrant un cordon de police.

Cette peine de six mois de prison avec sursis est une épée de Damoclès suspendue au-dessus de M. Demski. L'opposition hon-groise considère qu'il s'agit du premier procès de droit commun organisé contre un dissident politique. Ce fait est significatif de la réapparition en Hongrie de méthodes de répression qui n'avaient pas été utilisées depuis de nombreuses années. De même depuis quelques mois, les intellectuels qui éditent des publications « hors censure » sont soumis à des pressions constantes, afin de les contraindre à réduire leurs activités. La « boutique », l'appartement de Laslo Rajk où se faisait la vente régulière des publications a été déménagée et voit ses activités réduites. Cependant vient d'être fondé un « club des amis du Samizdat ».

La recrudescence de la répression n'est certainement pas sans rapport avec la situation sociale en Hongrie où, après des hausses successives, le niveau de vie a considérablement baissé. Le 21 janvier, les autorités ont annoncé un nouveau train de hausses : 6 % pour les transports par bus, 20 % pour certains produits alimentaires comme la viande et tous les produits comprenant de la viande, 20 % pour le fuel, 50 % pour l'énergie électrique...

Dans ce contexte qui allie répression politique, sociale — une campagne dirigée contre les jeunes « marginaux » vient d'être lancée — et attaques brutales contre le niveau de vie de la population, l'opposition hongroise ne lâche pas pied et agit dans des conditions d'autant plus difficiles.

HONGRIE

L'OPPOSITION FACE À L'AGGRAVATION DE LA RÉPRESSION

B.D.I.C.

Lors d'une conférence de presse à Paris organisée par la revue « Alternative », Laslo Rajk (1) rappelait que l'opposition hongroise n'a repris des forces qu'à partir des années 1975-80. Alors que « tout commence en 1956 », 20 années de silence ont suivi, troublées seulement par les mouvements de 1968. La Hongrie « suit » les grands courants de la politique européenne, elle fait partie de l'Europe mais « elle a payé un lourd tribu en 1956 au prétendu libéralisme ».

Aujourd'hui, l'opposition hongroise se compare volontiers au KSS-KOR, le Comité d'autodéfense sociale en Pologne. Comme lui, elle cherche à travailler sur un plan légal, dans le cadre politique existant, elle souhaite l'élargir et continue la réflexion sur les moyens d'aller au-delà de celui-ci. Comme le KOR, dit-il, « nous voyons une contradiction entre la Constitution et l'application des lois hongroises. Nous cherchons à faire connaître leurs droits aux travailleurs, aux minorités comme les Tsiganes, par exemple ». Ils luttent pour les droits de l'homme, les droits des minorités

hongroise à l'étranger — problème qui préoccupe particulièrement la population —, le droit d'expression... A une question posée, il répond que l'opposition considère comme les enseignements les plus importants de Solidarnosc l'idée de la création d'un « contrôle social » et

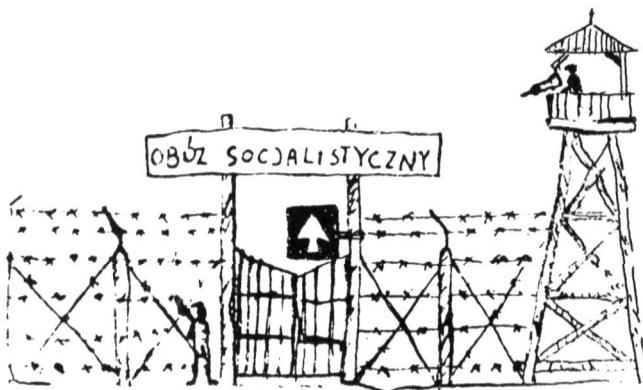
ensuite la volonté de créer une culture et une opinion publique parallèle. « Avant, les gens voulaient un changement de gouvernement, maintenant ils savent qu'il est inutile de réclamer une libéralisation de la culture officielle, il faut créer une seconde culture. »

Les publications qui répondent à ce souci comme Beszelo ont apporté de nombreuses informations inaccessibles en Hongrie sur les pays de l'Est et plus particulièrement sur la Pologne. Depuis 1980, plus de 1 000 pages ont été publiées sur les événements ainsi que des textes provenant de Pologne.

« Entre la Pologne de 1978-1980 et la Hongrie actuelle, on peut faire un autre parallèle », estime Rajk, « la première partie de la dette extérieure arrive à échéance début 1984. »

Depuis les événements polonais les nouvelles sur les grèves arrivent plus nombreuses à la rédaction de Beszelo qui jusqu'ici touchait surtout les intellectuels. Quant à la répression, selon Rajk, elle démontre que les autorités prennent l'opposition de plus en plus au sérieux.

(1) Laslo Rajk est le fils du dirigeant hongrois de 1956, exécuté.



Editions WEGA - Varsovie.

CAMP SOCIALISTE

La rédaction de Szerszen se félicite d'imprimer le témoignage de deux journalistes de Solidarnosc, recueilli récemment en Pologne par un journaliste d'un grand quotidien français. Nous remercions ce dernier d'en avoir donné la primeur aux lecteurs de Szerszen.

« D'emblée, Ewa refuse d'enfermer le sort des journalistes dans celui d'une corporation. Elle nous dit: « *D'abord, il faut bien comprendre que l'avenir de la Pologne ne dépend pas de trois personnes: MM. Walesa, Gierek et Jaruzelski. C'est toute la société qui se bat pour défendre quelque chose d'autre. Notre combat n'est pas dirigé contre le seul Jaruzelski mais sert à construire une vie normale (cela, nous l'entendons souvent en Pologne). Ce qui veut dire pour les journalistes qui refusent la collaboration, diffuser des informations honnêtes, dans tous les domaines, pas seulement politiques, aider à publier des pièces de théâtre, des romans* »...

Ewa nous montre une publication clandestine: le premier tome d'un essai d'un historien intitulé: « *Le terrorisme en Russie sous le Tsar* ». « *Un ouvrage, dit-elle, plein d'enseignement pour les Polonais, dont le plus grand drame serait précisément, selon elle, de sombrer dans le terrorisme.* »

Pour une « *vie normale* », il est également indispensable, nous dit Ewa, qu'en marge de la clandestinité subsistent des journalistes qui occupent des fonctions dans des journaux tolérés. »

Que sont devenus les journalistes après le 13 décembre ? « Il y avait, nous explique Ewa, 12 000 journalistes avant la loi martiale. Près de 8 000 étaient adhérents de l'union des journalistes de Solidarité. Une autre association a été créée depuis par les autorités qui compte 4 000 membres, mais y compris les personnels techniques. Le président de notre union était du mauvais côté, il fait partie à présent du nouveau « syndicat ». Il y a ceux qui sont rentrés dans le rang. Ceux, 200 environ, qui ont pris une retraite forcée. Mille environ se sont reconvertis, qui en chauffeur de taxi, qui en marchands, d'autres ont ouvert des galeries.

ANAGRAMME...

Beaucoup travaillent dans des journaux publiés par l'épiscopat et tolérés par les autorités. Pour mieux les contrôler. Il y a aussi ceux qui travaillent dans des journaux périphériques (journaux d'entreprise, revues techniques par exemple). Les autres sont dans la clandestinité. De nombreux titres ont été supprimés. En fait, après le 13 décembre, deux titres seulement ont été maintenus: Trybuna Ludu et le journal des forces armées. »

« *On ne savait pas très bien comment les journalistes allaient se comporter face à l'état de guerre; on peut dire que, dans la grande majorité des cas, ils se sont bien conduits, sans traîtrise.* »

« *Trois grands problèmes sont aujourd'hui posés aux journalistes* ». Il s'agit du chômage, de la communication en général et des jeunes qui entrent en ce moment dans le métier.

« *Notre tâche essentielle est de prévenir les jeunes qui, par ambition, voudraient garder des œillères. Leur expliquer, leur démontrer en quoi consiste le métier, le vrai, et leur rappeler qu'au bout du compte, ils seront comptables de leurs actes.* »

Tomek commence par me dire que « *la chose la plus importante pour un journaliste aujourd'hui, c'est d'être le porte parole des gens, de toute la société* ». Puis, il nous raconte l'histoire de ses neuf mois d'emprisonnement.

« *J'étais free-lance (1), critique musical dans les principaux journaux de T., dont un journal de rock et de pop, et aussi j'écrivais pour des journaux occidentaux.* »

Quand l'état martial a été instauré, tous les journaux ont fermé et les journalistes convoqués devant une commission (2), composée de militaires et de bien-pensants, restés dans la rédaction. Il existait trois journaux à T., il n'en est resté qu'un seul, sous la direction des forces armées.

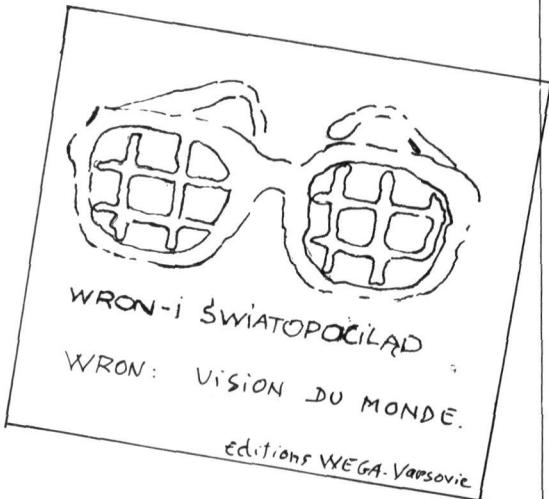
En tant que collaborateur free-lance, je n'ai pas été interrogé. Début 82, j'ai

NEUF MOIS !

BDIC

passé un contrat avec un journal de week-end pour qui j'écrivais des critiques sur les nouveaux disques. Lors d'un voyage en RFA, j'avais rapporté un disque de l'Ouest, dont je décidais de faire la critique.

Peu de temps après la parution de cet article, un ami est venu me voir pour me mettre en garde. J'allais avoir des ennuis, me dit-il, car les dix premières lettres des alinéas de mon article formaient la phrase: «Le corbeau va mourir (Wron)».



A ce moment-là, le rédacteur en chef était remplacé par quelqu'un de tout dévoué aux forces armées, très ambitieux et nul professionnellement. Une enquête de police était engagée contre moi sur mes antécédents professionnels. La police visite mon appartement, ne trouve rien, sauf une publication clandestine que j'avais égarée.

J'ai toujours nié avoir volontairement composé la phrase incriminée. Mais le peuple polonais est intelligent...

Je suis arrêté. Je resterai en prison dix mois et deux jours, sans être jugé. Les autorités font appel à un expert de l'in-

titut de la presse. Trois questions sont posées à cet expert:

- les articles que j'ai écrit jusqu'ici sont-ils de nature à corrompre les jeunes ?
- Sont-ils antisocialistes ?
- La phrase est-elle composée avec l'intention de nuire.

Je suis convoqué par le tribunal militaire de T., devant un procureur extrêmement sévère qui avait infligé à une militante de Solidarité la peine la plus lourde jamais requise : 8 ans.

Au cours de la première audience, l'expert qui avait répondu par la négative, envoie une lettre pour dire qu'il est malade et qu'il ne pourra se rendre au tribunal.

A la deuxième audience, ils s'attaquent au style, puisqu'ils n'ont rien trouvé sur le fond. Ils envoient un autre expert de l'université de T. qui émet une opinion inverse.

Dans ma cellule, j'ai épousseté les journaux officiels, Trybuna Ludu en particulier. J'y ai découvert 72 exemples similaires au mien! Exemples: dans un article consacré à Begin, les premières lettres des alinéas formaient: «Achève-les Begin»; au lendemain du 31 août, Trybuna Ludu a publié un très bref compte rendu des manifestations, un entrefilet signalant que l'ordre avait été rétabli; juste à côté, une photo représentait des nazis frappant la population avec cette légende: «aujourd'hui, anniversaire...».

La troisième audience a eu lieu en avril 82. Il n'y a jamais eu de procès. Mon seul témoin était l'ami qui était venu me voir. J'ai même été mis dix jours au cachot pour avoir crié qu'un homme était gardé contre la loi (un prisonnier qui disposait d'un bulletin de sortie). Trois à quatre journalistes ont été arrêtés à T. J'ai été le premier. Il y a dans cette ville 50 à 60 journalistes au chômage (dont moi).

Finalement, le rédacteur en chef qui voulait à tout prix prouver ma culpabilité a été destitué!

(1) «Free-lance»: Ici, il faut entendre travailleur journaliste à la pige et détaché de toute rédaction de journal.

(2) Les autorités ont mis en place des commissions dites de «révision» dans les journaux comme dans les universités, ainsi que dans les parquets: il s'agit de faire signer aux travailleurs une «déclaration de loyauté».

«UN SALAIRE NE PERMET PLUS DE FINIR LE MOIS»

Le 20 décembre 1983.

Un communiqué de la TKK souligne que, compte tenu de la hausse du coût de la vie, le salaire moyen devrait être au moins de 21 000 zl.

Cette perte du pouvoir d'achat s'accentue avec les prochaines hausses qui vont entraîner une ponction supplémentaire de 2 000 à 3 000 zl sur les budgets des travailleurs.

M. Moric, président de la Fédération des syndicats « officiels » de mineurs, dans une interview à *Kurier Polski*, révèle que le «*salaire d'un mineur se situe entre 12 000 et 15 000 zl pour 46 h de travail hebdomadaire*».

«En travaillant les samedi et dimanche, il perçoit 25 000 zl et a le droit de s'approvisionner dans des magasins spéciaux réservés aux mineurs.»

Les mineurs constituent la catégorie de salariés percevant les plus hauts salaires en Pologne.

«*Les salaires dans l'industrie sidérurgique se situent en haut de l'échelle ; cependant un salaire dit «normal» ne permet à personne de finir le mois sans problème. Pour que leur*

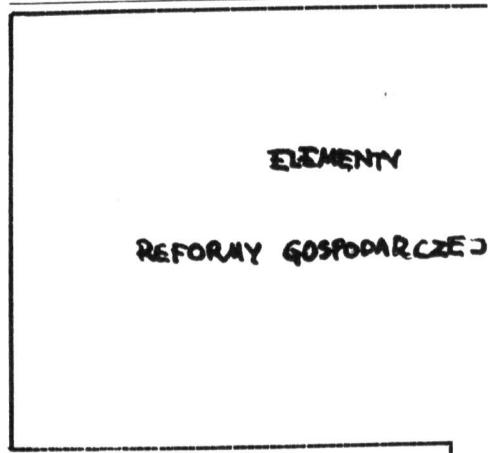
niveau de vie ne baisse pas trop brutalement, les employés de l'aciérie sont obligés de se crever au travail ou même de voler. D'ailleurs le nombre de larcins a augmenté considérablement par rapport aux années 70. Les vols de matériaux de production sont chose courante. On sait que si on est pris, la punition suprême consiste à... se faire inscrire aux nouveaux syndicats.

Ainsi ont disparu des carreaux, achetés après la visite-surprise du général Jaruzelski qui s'était montré choqué par l'état des toilettes dans l'aciérie.»

Bulletin de coordination Solidarnosc
n° 81 - 1.02.84

Selon un rapport de la Chambre suprême des contrôles à l'usine FSO (Usine Fiat Polski) de Varsovie (13 000 salariés), 6 370 batteries et 4 771 roues de voitures, accessoires rarissimes sur le marché, ont disparu au cours des 6 premiers mois de 1983.

Aux usines Ursus (16 000 travailleurs, dans la banlieue de Varsovie), 15 tracteurs se sont évanoisés en même temps que 2 697 batteries.



Lors d'un débat à la diète du 21 et 22 novembre 1983, on apprend « que sur les 5000 Fiat 126 envoyées au cours du premier trimestre 83 sur le marché varsovien, pas une n'était en état d'être vendue. »

RÉVOLTE

Depuis le début de l'état de guerre, la junte de Jaruzelski a tout fait pour briser la résistance des prisonniers politiques. Décrire les sévices endurés par les prisonniers, c'est dresser l'inventaire barbare des moyens de répression employés par ce régime policier.

Rien n'y a fait. Appuyés sur la résistance active de tout le peuple polonais, non seulement les emprisonnés n'ont pas cédé mais se dressent en accusateurs face à la junte. Leur courage en lui-même est un des ferment de la lutte révolutionnaire des travailleurs polonais.

Placée devant des échéances économiques qu'elle ne peut différer plus longtemps, haïe de toute la société, contestée dans son propre sein, la junte accentue les actes provocateurs et terroristes contre les prisonniers politiques et leurs défenseurs.

Des sanctions viennent en effet de frapper les avocats, parmi les plus notoires de Solidarnosc et du KOR : Sila Nowicki, Andrzejewski, Chmura, et surtout l'arrestation de Bednarkiewicz.

Ces provocations contre les droits élémentaires de la défense interviennent avec la multiplication des brimades à l'encontre des détenus qui ont déclenché des grèves de la faim pour que soient respectés leurs droits.

Jamais, jusqu'à présent, quels que précaires et limités qu'aient toujours été les droits

de la défense en Pologne, des avocats ont été interdits d'exercer, sanctionnés et arrêtés, coupables d'assistance juridique à des emprisonnés !

Il faut remonter à l'ére de Staline pour retrouver les mêmes dénis de droit. Jaruzelski et la junte qui, formés dans le giron du stalinisme, ont déjà instauré le policier-juge, le policier-témoin, le policier-procureur, rêvent d'institutionnaliser le policier-avocat comme leur maître Staline.

MAIS NOUS NE SOMMES PLUS EN 1936, GÉNÉRAL !



ECHARDE

Pour la bonne bouche

Un petit vieux entre dans une charcuterie : avez-vous du szynka (jambon) ?

Non...

- de la poledwica (viande dans le filet) ?
- Non
- du schab wedzony (roti de porc fumé) ?
- Non.

Le petit vieux s'en retourne bredouille.

La vendeuse à l'une de ses collègues : « Tout de même, il a de la mémoire ce petit vieux ! »



I BOUKE



W. WYDAJNOŚĆ

LES GROUPES PACIFISTES INDÉPENDANTS DANS LES PAYS DU PACTE DE VARSOVIE

(1^{re} partie)

Que les groupes et militants pacifistes en RDA, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Roumanie, en URSS, se soient appuyés à des degrés divers et avec leur propre réflexion, sur l'expérience politique des ouvriers polonais, c'est ce que rappelle Jaroslav Sabata, porte-parole de la Charte 77, dans une lettre ouverte à des pacifistes anglais, en juillet 83 : « *N'est-ce pas au congrès de Solidarité que la nécessité du désarmement a été discutée d'une façon exemplaire POUR TOUTE L'EUROPE DE L'EST, c'est-à-dire ouvertement et sans se préoccuper de savoir si cela plaisait ou non aux gouvernements ?* »

Le Printemps de Prague a été assassiné en août 1968 par les chars soviétiques ; la Tchécoslovaquie est occupée militairement depuis 15 ans. En RDA, où stationnent 380 000 soldats soviétiques, toute la société est profondément militarisée par le régime.

Dans ces deux pays, l'Union soviétique a décidé récemment d'installer de nouvelles bases de missiles nucléaires, en réponse aux fusées Pershing US déployées à l'ouest. En Tchécoslovaquie comme en RDA, des mouvements pacifistes officiels existent. A la veille de la Conférence de Stockholm, ces mouvements étaient convoqués — essentiellement par les Jeunesses communistes — pour manifester leur approbation à la politique d'armement de l'Union soviétique. Dans le même temps, les militants pacifistes indépendants qui, comme le groupe Iéna en RDA, ou avec la Charte 77 en Tchécoslovaquie, manifestaient pour la paix à l'Est comme à l'Ouest, étaient arrêtés, interrogés, condamnés et expulsés.

C'est dans ces conditions de répression qu'une fraction de la jeunesse ouvrière et étudiante de ces pays mais aussi en Hongrie et en Roumanie cherche, par sa propre initiative, à se regrouper dans les cercles de la paix indépendants du pouvoir, caractérisés par la discussion la plus large, la plus démocratique, et le respect total des opinions de chacun.

Il n'est pas douteux que ces militants qui, reprenant, au pied de la lettre, « *la discussion ouverte et sans se préoccuper de savoir si cela plaisait ou non aux gouvernements* » du

Congrès de Solidarnosc, expriment un profond mouvement de la jeunesse confrontée aux perspectives d'avenir les plus barbares qu'en traînerait la crise mondiale au cœur de l'Europe.

RDA : le groupe Iéna : « Transformer les glaives en socs de charrues »

Constitué de jeunes ouvriers comme Peter Rösch, Thomas Auerbach, expulsés en RFA après leur arrestation, le groupe Iéna est un des premiers groupes pacifistes indépendants de RDA. Depuis 1981, il organise de nombreuses manifestations : forums, rassemblements silencieux. D'abord en utilisant le cadre du mouvement pacifiste de l'Eglise protestante, tolérée par le régime, puis en prenant des initiatives propres, après que l'Eglise protestante ait, fin 82, pris ses distances.

Le 18 mars 1983, une manifestation de commémoration des victimes de la guerre est convoquée par la FDJ (Jeunesses communistes de RDA). A cette cérémonie du souvenir assistent 10 000 personnes (présence obligatoire des écoliers, des étudiants et des cercles de la FDJ) : chemises bleues, uniformes, drapeaux et marches militaires. Le groupe Iéna décide d'y manifester avec ses propres mots d'ordre. Au nombre d'une cinquantaine, au cœur du rassemblement, ils brandissent leurs pancartes : « transformer les glaives en socs de charrues », « la paix sans armes ».

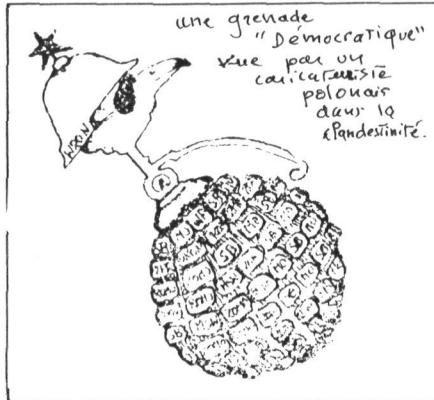
D'autres pancartes, avec les mêmes mots d'ordre, se lèvent alors. Venus de plusieurs villes de RDA, des groupes mais aussi des individus manifestent également. Le groupe Iéna avance jusqu'à la tribune officielle et, utilisant des micros disposés à proximité, se dispose à expliquer le sens de sa manifestation, à polémiquer avec le buraucratique qui, du haut de sa tribune, lui lance : « On n'aboutit à rien sans armes ! La paix doit être armée ! » C'est alors que la police politique arrache et déchire les pancartes. Aucune marque d'hostilité des manifestants offi-

ciels. Par contre, des jeunes, surtout des écoliers de 15-16 ans, font cercle autour d'eux et discutent. C'est alors que les interpellations commencent.

Le groupe Iéna et les pacifistes ouest-allemands subissent depuis 3 ans la répression la plus impitoyable du régime stalinien d'Honecker.

Fin 82 : 4 condamnations de 2 ans et demi à 3 ans de prison. Début 83 : 6 condamnations à 3 ans de prison. Uwe Keller, ouvrier du spectacle condamné par le tribunal militaire de Leipzig à 6 ans et 8 mois d'emprisonnement. Uwe Keller est actuellement détenu dans le service psychiatrique de la maison d'arrêt pour tentative de suicide.

Michael Rost, condamné à 5 ans et demi



de prison, est expulsé en RFA après qu'une campagne internationale de solidarité ait obtenu sa libération. Roland Jahn, animateur du groupe Iéna, est expulsé en juin 83. Pendant toute cette année 1983, une vingtaine de membres du seul groupe Iéna ont été expulsés en RFA, déchus de leur nationalité.

En janvier 84, Ulrike Poppe et Baerbel Bohley font la grève de la faim. Arrêtées depuis le 12 décembre pour contacts avec le mouvement pacifiste à l'Ouest, elles risquent 12 ans de prison.

Faut-il ajouter qu'aucune voix ne s'est élevée contre ces condamnations dans les très officiels « Comités pour la Paix » de RDA, qui saluaient au même moment les mouvements pacifistes occidentaux ? Quoi d'étonnant de la part de ces officines de la diplomatie du Kremlin qui approuvent l'installation de nouveaux missiles soviétiques sur le territoire de leur pays ?

Car l'engagement pour la paix prend en RDA sa source dans le refus de la militarisation du pays, de l'enseignement militaire

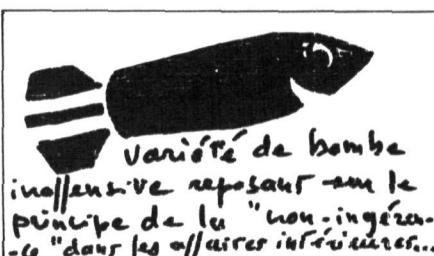
obligatoire dès le plus jeune âge, dans le mouvement pour le service civil. Les groupes pacifistes indépendants revendentiquent la liberté de pensée, les contacts avec les mouvements pacifistes à l'Ouest et à l'Est, et leur participation aux conférences internationales pour la paix.

Le jeune mouvement pacifiste indépendant d'Allemagne de l'Est met au centre de son combat, et il faut insister là-dessus, les libertés démocratiques et les droits de l'homme. Dans une adresse aux pacifistes occidentaux, en octobre 83, les pacifistes indépendants de RDA disent ceci :

« Nous sommes conscients que la paix ne tient pas seulement à la question des fusées. Il s'agit avant tout des êtres humains qui s'en servent, il s'agit des criminels et des victimes. Souvent, la façon dont la question des droits de l'homme est posée par rapport à la question de la paix semble bien abstraite. Cela ressemble parfois à une leçon de morale. Ainsi sortie de son contexte, la question de la paix apparaît toujours comme plus importante que n'importe quel droit, tel que celui de voyager par exemple. Mais cela nous paraît une manière erronée de poser le problème. Jusqu'à quel point le droit de refuser un ordre est-il directement lié à la mise en danger, ou plutôt au maintien de la paix ? Jusqu'à quel point le droit de critiquer ouvertement les tendances à la militarisation constitue-t-il un élément important dans la défense de la paix ?... Nous vous le demandons : prenez attention à ce qui se passe ici. Prenez position à ce propos, comme nous prenons position contre les menaces de guerre américaines. Un intérêt véritable pour ce qui se passe à l'Est est peut-être plus important que des protestations ».

La suite de cet article abordera la question de la solidarité entre les groupes pacifistes est-allemands et les Jeunesses socialistes, les « Verts » de RFA, ainsi que la réflexion nouvelle qui se livre dans les mouvements pacifistes ouest-allemands, annonce d'une étape importante pour la mobilisation de la jeunesse de ce pays pour la paix.

G. Delacour



14.04.1985

ZMARŁ Przemysław

Grzegorz Przemysław
maturzysta
zakotwany przed SĘ

nowory na Powązkach

B.D.I.C.

Exigemus
Tant et la vérité
que la révolution

sur les

de
GRZEGORZ PRZEMYK!



ADRESSE DE LA CHARTE 77 A JARUZELSKI

« Monsieur le Premier ministre,

D'après les informations données par Jerzy Urban, porte-parole de presse, le procès contre les anciens membres du KSS-KOR est en préparation : en particulier contre Jacek Kuron, Adam Michnik, Jan Jozef Lipski, et d'autres. Ils doivent être jugés pour leur participation à des préparatifs pour renverser le pouvoir, d'après l'article 128 du code pénal.

Nous, porte-parole de la Charte 77, nous nous adressons à vous pour protester contre le procès en préparation contre les représentants du KOR : il s'agit d'une vengeance politique contre un adversaire idéologique sans défense.

Nous possédons les informations détaillées sur les activités du KOR.

Face à la situation critique dans laquelle se trouvait la société polonaise, et que vous avez vous-même, plusieurs fois, définie comme la conséquence des fautes politiques commises par l'équipe au pouvoir, les membres du KOR ont fait preuve de la plus haute conscience civique.

Il ne faut pas oublier qu'après les tragiques événements qui ont soulevé non seulement notre indignation, mais aussi la voire, seuls les représentants du KOR ont eu assez

de courage pour venir en aide aux victimes de la répression violente et absurde. Et c'est pour cela que nous considérons l'activité des représentants du KOR comme un acte de la

plus haute moralité, digne d'être pris comme exemple. Pour nous, la Charte 77, l'activité conséquente et en même temps réfléchie des membres du KOR était un exemple. Les raisons pour lesquelles leur activité était pour nous un exemple, c'est qu'ils n'ont jamais agi dans l'anonymat ni illégalement. Ils ont toujours agi au grand jour et en accord avec les lois du pays dont ils étaient et sont les citoyens.

Le fait qu'ils doivent être jugés aujourd'hui ne représente rien d'autre qu'une froide vengeance de certaines sphères de votre pays qui voudraient également vous discréditer, car c'est vous-même qui avez promis solennellement le 13 décembre 1981 que personne ne serait persécuté, jugé ou condamné pour son activité politique d'avant l'instauration de l'Etat de guerre.

D'après les déclarations de Jerzy Urban, les informations dans la presse et surtout le fait que les représentants du KOR - Kuron, Michnik et les autres - aient été internés après la proclamation de l'Etat de guerre, on peut conclure qu'ils vont être jugés pour leur activité dans cette période.

Monsieur le Premier ministre,
Nous exigeons de vous le respect de votre parole d'officier polonais et que vous usiez de votre pouvoir pour mettre fin aux préparatifs de procès contre des citoyens polonais innocents, courageux et dignes de respect. »

Prague, le 28 septembre 1983

Jan Kozlik, porte-parole
de la Charte 77
Maria Rut Kriskova,
porte-parole de la Charte 77
Anna Marvanova,
porte-parole de la Charte 77

UKRAINE : N'OUBLIONS PAS...



Traduit de Kontakt n° 11, mensuel polonais rédigé par des militants de Solidarnosc dans l'émigration

Cette année est le cinquantième anniversaire de la famine en Ukraine, qui a eu pour résultat la mort de 6 à 10 millions de personnes.

En 1929 était annoncé le premier des plans quinquennaux qui devait inaugurer l'ère industrielle en Union Soviétique. La collectivisation des terres et l'élimination de la classe des grands propriétaires terriens en faisaient partie.

La collectivisation a été faite d'une manière radicale : les paysans ont été obligés de rentrer « volontairement » dans les kholzozes, leurs terres étaient confisquées.

En Ukraine, la collectivisation a rencontré une résistance particulièrement forte. Beaucoup de paysans ont préféré tuer leur bétail et détruire leurs exploitations que de les donner à l'Etat. Pour les obliger à la docilité, plus de 25 000 agents communistes ont été envoyés en Ukraine pour rechercher, confisquer les vivres et terroriser les paysans. Dans les charrois étaient installés des points de surveillance pour empêcher les paysans de voler le grain. Les routes étaient barrées pour empêcher les paysans de quit-

ter leurs villages et de se rendre dans les villes à la recherche de nourriture. Des milliers d'enfants étaient placés dans des camps. Il y eut des cas de cannibalisme...

Le gouvernement soviétique a essayé de cacher les premiers symptômes de la famine et la mortalité grandissante. Il est vrai que Staline a reconnu que la récolte de 1932 fut mauvaise, mais c'était « le résultat des mauvaises conditions climatiques ». Malgré cette situation, l'Union Soviétique continuait d'exporter le blé en Occident et à des prix inférieurs aux cours du marché mondial. Malgré les déniers officiels, les informations sur la famine ont fait leur apparition dans la presse internationale. Quelques pays, dont les Etats-Unis et la Norvège, ont proposé une aide. Staline a rejeté cette aide en prétendant que dans un pays ouvrier la faim ne pouvait exister.

Il est impossible d'établir le nombre exact des victimes. Des millions de personnes sont mortes non seulement de faim, mais aussi du fait des maladies et épidémies causées par la famine. En 1926, le nombre des Ukrainiens sur le territoire d'Union Soviétique était de 31,2 millions, en 1939 de 28,1 millions, ce qui donne une baisse de la population de 11 %.

Parmi les crimes du XX^e siècle, n'oublions pas celui-là.



TOUT UN PEUPLE DE MALADES MENTAUX ?

«Dans la majorité des cas, les idées de «lutte pour la vérité et la justice» se trouvent formulées par des personnalités de complexion paranoïdes.

Les états de paranoïa chicanière apparaissent à la suite de circonstances traumatisantes affectant les intérêts du patient et sont marqués par une exacerbation de la sensibilité de l'individu dans ses prises de position en matière de droits.

Le trait caractéristique des idées surévaluées, c'est la conviction d'être dans son bon droit, l'obsession de défendre ses droits «bafoués», l'importance que revêtent les états d'âme pour la personnalité du malade. Ils utilisent les audiences judiciaires comme une tribune pour leurs discours et leurs appels.»(1)

Diagnostic: développement paranoïde de la personnalité.

Le diagnostic, porté par d'éminents psychiatres soviétiques à l'encontre de Vladimir Boukovski, dissident soviétique qui paya de nombreuses années d'internement en camps, prisons et hôpitaux psychiatriques son combat pour les «idées surévaluées» de liberté et de justice pourrait s'appliquer au peuple polonais tout entier.

En ce qui concerne les circonstances traumatisantes affectant les intérêts du patient, on peut dire que toutes les conditions ont été remplies pour l'amener à ces «idées surévaluées».

Mais qu'est qu'une idée surévaluée? Comment la reconnaît-on et comment conduit-elle à la maladie mentale?

Le postulat est fort simple. Le parti représente la classe ouvrière, donc le parti sait ce qui est bon pour les ouvriers, les ouvriers le savent, en conséquence la société ne peut que correspondre à ce qu'ils souhaitent.

S'il y a de petites imperfections, elles seront gommées avec le temps et beaucoup d'enthousiasme au travail. On ne peut tout demander tout de suite. Sachant tout cela, l'homme normal ne peut que s'adapter.

Mais que vienne un homme qui comme l'enfant dans le conte dira tout haut que «*le roi est nu*» et, alors, tout s'effondre. C'est le grain de sable qui fait se gripper la machine.

Cet homme ne peut être qu'un malade mental. Qui de suffisamment sensible choisirait sciemment de risquer sa liberté, la tranquillité de sa famille, sa vie peut-être, pour des concepts aussi abstraits que la vérité, la justice ou le droit de s'exprimer librement.

Pourquoi ne pas accepter les règles

en usage dans la société, celles acceptées bon gré malgré par la majorité des citoyens. Pourquoi entrer en conflit avec l'ordre établi ?

Une seule chose peut l'expliquer, une surestimation de la personnalité due à la maladie mentale.

Comment peut-on mettre en balance la possibilité d'exprimer ses convictions personnelles et sa carrière, sa vie de famille, sa liberté ? Voilà le type même de l'idée surévaluée.

Que des milliers de Polonais manifestent dans les rues ou dans leurs entreprises, voire dans les églises, leur attachement à un syndicat qui, aux dires du pouvoir, n'existe plus, n'est-ce pas une idée surévaluée ?

Que la société polonaise toute entière, malgré toutes les tentatives de normalisation ou de « traitement », allant de l'électro-choc du 13 décembre à des médecines moins brutales mais plus insidieuses, continue de montrer son attachement à des idéaux de justice et de liberté, comme l'ont démontré, lors du voyage du pape, les foules acclamant chacun des passages de ses discours qui y faisaient référence, n'est-ce pas la preuve que ces idées surévaluées ont atteint tout le peuple ?

Alors, tout un peuple de malades mentaux ?

Voire ! Le raisonnement peut se retourner comme un gant.

N'est-ce pas un trait caractéristique d'un développement paranoïaque de la personnalité que de voir partout des ennemis au point d'en déclarer la guerre à son propre peuple ?

N'en est-ce pas un autre que la conviction d'une poignée de militaires et de bureaucrates d'être dans son bon droit au mépris de la volonté de toute une nation ?

Quant à la défense de leurs « droits bafoués » — ces priviléges qu'ils se sont arbitrairement arrogés au nom d'une classe ouvrière qui ne les reconnaît pas —, il n'est que de voir la manière féroce dont ils les défendent pour conclure à la maladie mentale.

La peur de perdre ces priviléges constituant les « expériences traumatisantes affectant les intérêts du patient » a suffi à provoquer le déclic.

Le tableau des symptômes est complet si ce n'est l'utilisation des audiences judiciaires comme une tribune pour les discours et les appels, méthode tout à fait inutile et inadéquate quand on a la mainmise sur tous les moyens officiels d'informations.

Faut-il pour autant en conclure qu'en URSS, le général Jaruzelski serait en hôpital psychiatrique ?



Josiane Hautbois

(1) *Vladimir Boukovski: Et le vent reprend ses tours - Livre de Poche.*

(2) *Conte dans lequel un roi et tous ses courtisans sont la dupes d'escrocs proposant de lui tailler un costume de sacre dans un tissu merveilleux mais ayant la propriété de n'être visible qu'aux gents intelligents. Chacun rivalisant alors d'admiration pour ce costume qui n'existe pas jusqu'à ce que le jour du sacre un enfant dise tout haut ce que chacun pense tout bas « le roi est nu » .*



« LE FOSSÉ S'ACCROIT SANS QU'ON VOIT LA SORTIE DU TUNNEL »

Un de nos collaborateurs, Daniel Fontana, enseignant en France, qui s'est rendu plusieurs fois en Pologne, a constaté sur place les difficultés de la vie quotidienne et la gravité de la crise économique. Il nous a adressé cet article que nous publions bien volontiers pour les riches informations et précisions qu'il contient. Dans le prochain numéro, la rédaction reviendra sur ce problème crucial de la crise économique, en présentant d'autres points de vue, et le sien propre.

L'annonce brutale, en octobre dernier, de l'augmentation des prix de 10 à 15% des produits alimentaires, ainsi que le rationnement du beurre et des graisses animales, a provoqué un tollé général dans la population. Devant cette colère, le général Jaruzelski a immédiatement annoncé le report de ces hausses. Il blâmait Z. Lokomiec, le ministre du Commerce intérieur et limogeait deux de ses adjoints. Jaruzelski expliquant qu'il y a eu des maladresses : les hausses et les rationnements sont nécessaires, mais il eu fallu les faire admettre par la population.

Une confirmation...

L'annonce des augmentations allant de 10% à presque 70% et touchant tous les produits de base, y compris le beurre et le pain, confirme l'échec du plan de « redressement économique ». A nouveau, la seule solution envisagée par les autorités polonaises est de s'attaquer au niveau de vie de la classe ouvrière, des familles polonaises. En 4 ans, le niveau de vie a baissé de 40%. Une brochure clandestine de Solidarnosc précise que le coût de la vie s'est accru de 30% pour le premier semestre de 1983. (Les autorités annoncent 25% pour l'ensemble de l'année) et que les dépenses alimentaires absorbent déjà 60% des revenus des Polonais. En fait, l'année 83 ne s'est traduite par aucun redres-

sement économique ; des experts de Tribuna Ludu indiquent que l'accroissement du PNB est dû aux remarquables conditions climatiques qui ont permis d'excellentes récoltes (22 millions de tonnes de blé) et aux progrès des industries minières et lourdes, tout en précisant que la production est de mauvaise qualité et inadaptée aux besoins.

Le conseil économique consultatif, pour sa part, a précisé que ces résultats ont été atteints du fait de l'augmentation du temps de travail (par la suppression des samedis libres). Cette carte ayant été jouée, elle ne pourra plus être utilisée en 1984.

La bureaucratie est incapable de gérer l'économie de la société polonaise, il lui faut ralentir l'inflation galopante en épingleant le marché de plusieurs milliards de zlotys. La seule solution qu'elle envisage est donc d'accentuer la paupérisation de la population dans une situation où 6 millions et demi de Polonais sont économiquement faibles avec un revenu par tête inférieur à 5000 zl (salaire moyen officiel 10 000 zl).

« Est-ce que vous préférez qu'on vous coupe le bras droit ou le gauche »

Dès leur annonce, la population n'accepte pas les hausses, des distributions de tracts s'effectuent, des réunions se tiennent dans les usines, des débrayages ont lieu spontanément. Des comités d'action s'organisent aux aciéries de Nowa-Huta et à Lodz. La bureaucratie s'inquiète de cette situation.

Pour tenter de fournir un exutoire au mécontentement, le pouvoir lance une opération de « consultation ».

Cette consultation propose deux variantes d'augmentation des prix pour apporter au budget 120 milliards de zl ou 164 milliards de zl.

Selon l'option, le pain subirait une hausse de 35 ou 50%, le beurre 35 ou 37,6%, les pâtes 39,3 ou 50%, la bonne viande 33 ou 36%, le jambon 36,4 ou 45%, le poulet 38,5 ou 69%. Chacun peut réaliser que la bureaucratie ne manque pas de cynisme pour pro-

poser d'émettre un «choix». Une ménagère explique : «Qu'est-ce que c'est que cette double option, pour moi, c'est tout un. C'est comme si on me disait : est-ce que vous préférez qu'on vous coupe le bras droit ou le bras gauche ?»

Cette consultation nationale se révèle un vrai fiasco. 53 000 personnes ont répondu, dont 40 % de retraités et moins de 10 % de personnes âgées de moins de 30 ans. Dans le même temps, la consultation organisée auprès des syndicats pro-gouvernementaux, 68 fédérations nationales, 118 syndicats d'entreprise, indique qu'il y a opposition générale au projet de hausse élaboré par l'office des prix. Devant son fiasco, et croulant sous les lettres de protestation, le gouvernement recule et diffère les hausses prévues pour le 1^{er} janvier en les annonçant pour le 1^{er} février et en les modulant sur l'ensemble de l'année.

Les autorités en proie à une grande inquiétude

Le pouvoir, après avoir accusé Solidarnosc pendant près de 2 ans d'être responsable de la crise économique du pays, vient de montrer à nouveau son incapacité à satisfaire les besoins élémentaires de la population polonaise. Un cadre d'une entreprise de Varsovie, membre du nouveau syndicat mis

en place par le pouvoir, explique : «Comment ne pas se sentir découragé par la situation chez nous... le gouvernement a tous les pouvoirs depuis décembre 1981. Mais la situation économique ne s'est pas améliorée. Les nouveaux syndicats ne sont pas consultés, bref, on ne constate aucune amélioration dans les rapports entre la population et le gouvernement. Le fossé s'accroît sans qu'on puisse voir la sortie du tunnel... Mais une seule chose est sûre, les ouvriers ne peuvent accepter une nouvelle diminution de leur pouvoir d'achat...»

De la même manière, un ouvrier des usines d'Ursus : «Nous voulons que le pouvoir rétablisse les mesures que nous avons conquises en 1980. Nous n'acceptons pas de nouvelles privations sans des concessions de la part des autorités. Ils sont peut-être la force, mais ils ne peuvent nous obliger à produire davantage si nous ne le voulons pas... Avec Solidarité, on avait des problèmes, mais au moins nous avions conquis de nouveaux droits... Aujourd'hui, nous avons toujours des problèmes, mais sans les droits arrachés de haute lutte. C'est cela qui n'est pas acceptable...»

Lech Walesa a indiqué dans une interview au mois de décembre que «la situation est particulièrement grave aujourd'hui, elle requiert une unité d'action. Le programme du gouvernement équivaut à une paupérisation de la société.»

BBDC

ECHARDE

Pertes et profits

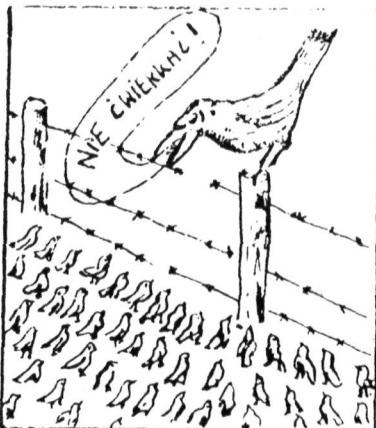
Gabegie - Mauvaises structures de stockage et de distribution.

D'après La Croix du 22-23 novembre, 50 000 tonnes de viande sont perdues chaque année en Pologne, chiffre officiel de l'agence PAP. Cela représente près de 5 % des rations allouées à la population. Où sont elles passées ?

La bonne récolte de blé et de betteraves en 1983 est finalement une calamité car elle ne peut pas être transportée, les transports étant totalement désorganisés.

Encore une fois, la preuve est faite, l'ennemi du socialisme, c'est l'automne, l'hiver, le printemps et l'été.

porozumienie narodowe



ENTENTE NATIONALE :
"cessez de gazouiller!"

NOUVELLE LOI DU TRAVAIL

CEAUCESCU AUX PRISES AVEC LA RÉSISTANCE DES TRAVAILLEURS

*Article traduit de Kontakt n° 11
(novembre 1983), mensuel
polonais rédigé par des militants
de Solidarnosc dans l'émigration*

La situation économique en Roumanie se dégrade de plus en plus. Le 4 septembre, le gouvernement a supprimé le salaire minimum. A partir de là, la rémunération et le partage des revenus seront réglés par de nombreux règlements assez compliqués. C'est Ceaucescu qui est à l'origine de cette nouvelle loi : partout où cela est possible le travail se fera aux pièces et le salaire augmentera ou diminuera. En conséquence, le salaire sera calculé d'après des règlements compliqués où l'on prendra en compte aussi bien la quantité que la qualité de l'objet produit. En plus, il sera pris en compte le pourcentage d'exécution du plan, la quantité d'énergie utilisée et la qualité de production.

Pour renforcer la discipline et la responsabilité chez les travailleurs, la partie modifiable du salaire qui jusqu'à maintenant était de 24 % passera à 27 % d'ici à la fin 1985. Mais la base de cette partie sera quand même variable et dépendra des résultats globaux du service et de chaque ouvrier. Dans toutes les entreprises le nombre du personnel «productif» doit augmenter aux dépends du personnel «administratif». Les ouvriers temporaires peuvent être mutés dans un autre service ou envoyés dans une autre entreprise dépendant du même Ministère ou alors dans un autre endroit. Autrement dit, on peut les envoyer effectuer des travaux des champs et personne ne peut s'y opposer.

Tout nouvel employé d'une entreprise devra faire un stage de 5 ans (même si c'est un agent de maîtrise qualifié et expérimenté) et pendant ce temps, ne recevra que la moitié de la prime qui lui est due, l'autre moitié étant versée à son compte à la caisse d'épargne. Si le stagiaire quitte son travail avant la fin du stage, non seulement il perdra l'argent déposé à la caisse d'épargne, mais il sera obligé de rembourser les frais de sa formation à l'entreprise.



ÉCHARDE

La collection du général

Le général Włodzimierz Jaruzelski doit certainement avoir un problème avec son tailleur depuis son soixantième anniversaire. En effet, en plus de l'habituel placard de décorations qu'il arbore, cette occasion a été pour lui l'opportunité d'une nouvelle moisson de médailles prestigieuses. Dans l'ordre des convenances, l'URSS a commencé en lui faisant cadeau de l'«Ordre de Lénine», suivie de près par la RDA qui a épingle l'«Ordre de Karl Marx», la Hongrie qui lui a décerné l'«Ordre du diamant du drapeau de la République Populaire» et enfin, pour ne pas être en reste, la Roumanie qui lui a fait présent de l'«Etoile de la République - 1^{re} classe». Une note sombre cependant pour l'anniversaire du général sexagénaire qui, dit-on, aurait aimé ajouter à sa collection le Prix Nobel de la Paix. On sait ce qu'il en est...

« J'AI ÉTÉ COMMUNISTE »

Interview de: Stefan Staszewski par Maria Paluch

Kontakt n° 10 - Traduction de la rédaction

B.D.I.

1^{re} partie

Question. — Vous êtes né en 1906. Etes-vous content de savoir que votre date de naissance vous place dans le cercle des personnes de l'âge de Brejnev?

Réponse. — J'espère que je lui survivrai. Feu Puchatek (Aleksander Zawadzki) a dit un jour : Stefan, si on ne peut pas convaincre quelqu'un, il faut lui survivre.

Question. — Il ne semble pas que vous vouliez le convaincre un jour. Comment imaginez-vous cette persuasion ? Car votre participation l'appuyait et non le contraire. Grâce aux gens comme vous, le « le » prospère et avec des résultats qui sont palpables.

Réponse. — Ce n'est pas si simple que cela. Mais vous, les jeunes, vous avez le droit de nous juger ainsi.

Q. — Votre acte de contrition n'explique rien. Mais ce n'est pas cela qui m'intéresse. Ce qui m'intéresse beaucoup plus, c'est la chose suivante : de quelle manière la machine communiste a-t-elle les gens ?

R. — Mon chemin vers le communisme est relativement simple. L'influence de ma famille y est pour beaucoup — et surtout mon père dont la route était toute tracée : S.D.K.P.I.L. (1), puis les communistes après.

Ma sœur aussi était communisante. À part cela, j'avais un sentiment d'injustice développé. Tout cela en somme m'a mené chez communistes. Par bonheur, ce sentiment d'injustice ne s'est pas émoussé dans toute mon activité communiste. Grâce à Dieu, il m'a conduit jusqu'à Solidarité.

Dans les années 1921-22, alors âgé de 15-16 ans, j'ai commencé avec d'autres jeunes de mon âge à construire la jeunesse communiste. A ce moment-là, la Pologne était un pays encore très jeune. Très faible politiquement et économiquement mais véritablement indépendant. Nous ne comprenions pas toutes ces conditions. Nous voyions clairement que la vie était dure, que les gens avaient faim, qu'il y avait du chômage, de l'injustice. La majorité des jeunes s'est trou-

vée dans le mouvement de la jeunesse communiste. J'ai été l'un des activistes de ce mouvement. Par la suite, j'en ai même été le secrétaire général. Par exemple, Roman Zambrowski était avec moi au secrétariat. Mais avant tout j'ai travaillé dans le milieu ouvrier, à Wola, Powisle (quartiers ouvriers de Varsovie). Ensuite, j'ai été chef de « Technika » (service d'édition et de distribution du P.C.P. de Varsovie).

Q. — Et c'est là, en 1925, que vous avez été arrêté pour la première fois ?

R. — Oui. A la sortie de prison en 1926, j'ai été mis à la porte de la faculté de droit. Et avant le coup d'Etat du mois de mai, je suis parti à Moscou pour poursuivre mes études.

Q. — De votre plein gré ou envoyé par le Parti ?

R. — Il y a eu des suggestions de la part de ma famille pour que j'aille faire mes études en France, mais moi j'ai choisi Moscou (il rit). Je voulais voir ce merveilleux pays du prolétariat. La patrie des prolétaires de tous les pays.

Q. — Vous souvenez-vous de vos premières impressions ?

R. — J'ai été surpris.

Q. — En bien ou en mal ?

R. — En mal, bien entendu. Je ne m'y attendais pas. C'était mon premier contact avec la culture russe. Je suis parti là-bas en tant que jeune militant envoyé à l'Ecole Internationale Léniniste. C'était l'école internationale du Komintern, d'un niveau assez élevé. Des gens de toutes nationalités étaient en contact. J'ai fini mes études en 1928 et j'ai demandé l'autorisation de rentrer en Pologne.

Q. — A Moscou, vous avez rencontré les personnalités de l'Internationale communiste. Comment les jugez-vous en tant que jeune et fervent communiste ?

E. — Je vais vous raconter un incident. Après le coup d'Etat du mois de mai en Pologne, Moscou était complètement dés-

orientée. Ils ont exigé la présence de Bogucki (vieux militant du SDKPiL) chez Zinoviev, qui était à ce moment-là président de l'Internationale communiste. D'ailleurs, après les procès, il a été exécuté.

Bogucki m'a amené avec lui, c'est comme cela que j'ai franchi les portes du Kremlin. Je me souviens très bien de cette entrevue. Pour moi, c'était presque comme une audience chez le pape. Le fait qu'ils m'aient parlé était pour moi extraordinaire. Ils m'ont même demandé de m'asseoir. Bogucki m'a présenté comme «un camarade venu récemment de Pologne». Je me considérais comme l'homme le plus heureux du monde.

Q. — Que pensez-vous de Boukharine qui était alors recteur de cette école ?

R. — C'était un personnage très intéressant et haut en couleur. Je l'ai connu d'assez près, car je faisais partie des plus jeunes élèves dont on était content. Dans ce monde dont nous parlons, Boukharine était l'un des personnages les plus intéressants, intellectuellement très riche, ce n'est pas par hasard si l'affrontement entre lui et ce morne Staline a eu lieu. Je pense que cet affrontement était inévitable. En plus, il était le seul qui s'explique d'une manière si fondamentale. Je pense à ces conflits qui se sont terminés par la grande tragédie des communistes.

Q. — Quelle était votre position au moment des luttes de Staline avec la nouvelle opposition, c'est-à-dire avec le bloc trotskyste-zinovieviste ?

R. — L'existence de ce bloc était pure imagination et trouvaille de Staline. En réalité, ce bloc n'exista pas. C'est Staline qui les a mis ensemble. Pour ma part, ils ne m'étaient sympathiques ni les uns ni les autres. Mais je reconnais que Trotsky m'a fasciné, il avait une personnalité peu commune. Par contre, j'étais anti-trotskyste et anti-zinovieviste. Leurs grandes conceptions politiques ne m'ont jamais convenu. D'ailleurs, tous ceux qui, à l'époque, savaient penser, savaient bien que cette fusion était artificielle. La conception d'un tel bloc convenait à Staline pour certaines raisons.

Q. — N'y avait-il pas de possibilités pour que Boukharine, avec sa conception du socialisme sans collectivisation, puisse gagner ?

R. — On peut rêver. Dans ce temps-là, cette conception était inconcevable. Le socialisme sans le collectivisme, le socialisme avec des paysans qui s'enrichissent... Car c'est lui qui a inventé le mot d'ordre : «Enrichissez vous»!

Q. — Pourquoi n'a-t-il pas gagné ?

R. — A cause de la dictature de l'appareil.

Staline lui a opposé le schéma du socialisme en vigueur jusqu'à maintenant. C'est une conception représentée par l'Union soviétique et ses satellites dans la pratique du socialisme réel. Oui, c'est la conception et la pratique du stalinisme, un peu modernisée mais non réformée. L'ossature de cette conception et de ce modèle créé par Staline est toujours en vigueur. L'économie totalement centralisée, c'est-à-dire la nationalisation aussi bien à la campagne qu'à la ville. Tout est totalement centralisé, de la plus petite industrie ou artisanat aux usines et à l'agriculture. Cette base économique que Staline a créée par la force, au prix de millions de vies humaines, elle existe toujours. De ce point de vue, la Pologne constitue une certaine exception car sa campagne n'est pas collectivisée.

Q. — Pourquoi dans le cas de la Pologne, Staline a-t-il fait des concessions ?

R. — Il était assez souple. Du reste, il n'a pas cédé sur l'essentiel. Il savait que chez nous, cela serait ainsi. Du reste, les Polonais sont un peuple généralement difficile à gouverner. C'est un peuple orgueilleux. Au fond, aucun n'aimait ni n'aime maintenant les Polonais. Kroutchev me l'a dit un jour.

Q. — Vous avez vécu pendant trois ans dans ce pays du bonheur du prolétariat. Vous revenez en Pologne. Etes-vous toujours un communiste qui croit ?

R. — Comprenez moi bien. Je n'étais pas déçu du socialisme soviétique. J'en ai senti le caractère différent, pour la culture, la nationalité. Nous ne pouvions pas reproduire littéralement le modèle soviétique. Je savais que ce socialisme devait être différent en Pologne. Je trouvais que ce que j'avais vu là-bas découlait de leurs traditions, de leur culture, de leurs habitudes, de leurs manières de penser... Ils sont comme ils sont. Respectons-les. Et de toutes façons, c'est un grand et puissant Etat qui prend la défense des travailleurs du monde entier. C'est avec cet état d'esprit que je suis rentré et que je me suis occupé de l'activité du Parti.

Q. — N'aurait-il pas mieux valu militer dans les syndicats ?

R. — Mais j'étais vraiment communiste. J'étais membre du secrétariat national jusqu'à mon arrestation. Il y avait Lampe, Jaszunski, Nowak et moi. Nous avons été arrêtés en 1933 grâce aux agissements d'un agent de la police politique, Redyk, qui était en même temps militant du PCP. Nous l'avons appris quelques années après la guerre.

Je me suis trouvé en prison. J'en suis sorti avant la sentence car je suis tombé malade.

J'ai été libéré en échange d'une caution — ma famille n'était pas pauvre. Pendant l'enquête — près d'un an et demi — j'ai été incarcéré à Pawiak et Rakowiecka. De nouveau, je suis parti. Cette fois-ci, ce n'est pas moi qui ai pris la décision. On m'a envoyé à l'Est. Le 1^{er} décembre 1934, je me suis trouvé dans la ville libre de Gdańsk avec mon ami Michał Hiller, qui avait été en prison avec moi. J'appris par les journaux l'assassinat de Kirov. J'ai dit : « Ça va commencer ». J'avais eu un pressentiment, mais il était trop tard. Si je l'avais appris à Varsovie, je ne serais pas allé en Union soviétique. Je savais déjà que dans des moments pareils, il est préférable de ne pas se montrer. D'ailleurs, à la direction du PCP, tout n'allait pas très bien non plus. Une grande opposition existait contre les idées et la personne d'Alfred Lampe. Des personnes directement liées avec les services de renseignement soviétiques se trouvèrent à la direction du PCP.

ECHARDE

Une association clandestine

Le premier congrès de l'Association des Journalistes de la République Populaire de Pologne (SDPRL), mise en place par le gouvernement après la dissolution de l'association des journalistes polonais (SDP), s'est tenu.

On sait que l'adhésion à cette association est obligatoire pour les journalistes qui veulent être maintenus dans leur emploi. Mais le président du SDPRL, Krzyzagorski, a cependant pu parler sans gêne de l'enthousiasme suscité par la nouvelle association comme en ont témoigné aussi les images du congrès présentées par la télévision polonaise où les délégués cachaient leur visage devant l'objectif des caméras...

Q. — Autrement dit, des agents ?

R. — Non, c'étaient des officiers hauts gradés des services de renseignements soviétiques. Bortnowski, par exemple, était un général d'un haut niveau dans le 4^e département du ministère de la Défense, c'est-à-dire des renseignements. Jadis, il était le collaborateur de Dzierzynski au moment de la création de « Czerezwyczajki ». Il était également membre du bureau politique, et dans un certain sens, le deuxième homme après Lenski. C'était un groupe de

mauvais augure qui partait du principe que le PCP était infiltré par des provocateurs. Par la suite, ils en sont eux-mêmes devenus les victimes. Car Staline a dit : Oui, mais vous aussi, vous êtes des provocateurs. C'est de la même manière qu'on les a torturés et fusillés. Peut-être même plus cruellement, car quand j'ai été torturé, mon « enquêteur » m'a dit : « Tu vas me supplier afin que je te permette de parler, comme l'a fait Bertynski, il m'a prié à genoux pour que je l'autorise à avouer ». Et ses aveux étaient terribles, il est probable qu'on l'a longuement et atrocement torturé.

B.D.I.C

Q. — Pourquoi avez-vous été arrêté en Union soviétique ?

R. — Comme je l'ai déjà dit, il y avait dans la délégation polonaise Bortnowski et Bertynski ainsi que moi-même. J'avais l'opposition d'être un « marcoviste », c'est-à-dire l'ami et partisan de Marek (Alfred Lampe). Alors, mon arrivée ne les a pas réjouis et à vrai dire je ne savais pas quoi faire. Enfin, le recteur de l'école — communiste hongrois du nom de Rudas, scientifique, théoricien — qui me connaissait depuis longtemps, m'a proposé un poste de professeur. Cela a duré jusqu'en 1936. A ce moment-là commencèrent les arrestations massives de communistes polonais. J'ai été exclu du Parti et licencié. J'ai commencé à travailler comme ouvrier. Ils m'ont aussi confisqué mon appartement et bientôt, à la suite d'une dénonciation, j'ai été arrêté.

Q. — Vous sentiez-vous encore communiste ?

R. — A ce moment-là, j'étais un homme très malheureux surtout.

Q. — Mais, en tant qu'étranger, ne pouviez-vous pas partir ou vous enfuir ?

R. — Mon cher enfant, on ne se sauve pas de là-bas... Si tu y vas un jour, assure-toi que tu peux revenir car tu ne pourras pas te sauver.

Q. Aviez-vous de la famille ?

R. — La femme avec qui je vivais a été arrêtée avant moi. C'était une communiste tchèque — Jana Haninkowa. Par la suite, elle s'est pendue dans le camp de Kolyn. Moi, j'étais dans un camp voisin. Je voulais me suicider aussi, mais j'ai survécu...

Q. — Pourquoi n'avez-vous pas été fusillé ? Etais-ce un acte de charité ? Ou bien un manque de considération pour vos fonctions antérieures ?

R. — Au moment de mon arrestation a commencé la lutte pour ma vie car, suivant l'exemple de l'Inquisition, il faut détruire le corps mais sauver l'âme. Détruire le corps, c'est empêcher l'ennemi d'agir. Sauver l'âme signifie : faire des aveux et confes-

ser ses fautes. Après l'arrestation vient le moment des aveux et du repentir. C'est ce qu'ils veulent. Ils m'ont dit dès le départ qu'ils pouvaient me fusiller sans avoir à mener d'enquête et sans jugement. Mais, comme l'enquêteur me l'a expliqué, « tu étais un bon communiste, alors nous voulons que tu meures comme tel ».

Q. — Comme sont morts Zinoviev, Kamenev, Rykov, Piatakov, Bela Kun, Boukhariane et les autres qui ont tous avoué des choses invraisemblables ?

R. — Oui. Mais j'étais jeune et hardi. J'ai décidé de ne pas avouer des choses que je n'avais pas faites. C'est pour cela que pendant un an et demi, j'ai été torturé, battu et maltraité. Je me suis obstiné : tant pis si je meurs mais je ne signerai rien. Je savais que cela ne servait à rien mais cela m'était égal.

Q. — Pouvez-vous dire la limite de la peur, le moment où l'homme cesse d'avoir peur ?

R. — C'est diablement difficile de répondre car on ne peut pas savoir à quel moment l'homme va craquer, je suis passé par différentes prisons de Moscou : la Lubianka, Butretki et Lefortovo, la plus dure. L'enquêteur m'avait expliqué que Lefortovo était une prison faite sur l'ordre du camarade Staline et où « tout était permis ». Avant d'arriver à Lefortovo, j'étais enfermé à la Lubianka. Et là-bas, on m'avait averti : si je ne parlais pas, j'irais à Lefortovo. A ce moment-là, Bela Kun, communiste hongrois très connu, transféré de la prison de Lefortovo, a été mis dans ma cellule. Nous nous connaissions. Je lui ai parlé de la menace qui m'avait été faite et je lui demandai conseil. En réponse, il a ôté sa chemise et m'a montré son dos tout noir. Moi, j'ai tout signé, a-t-il dit, mais toi, si tu sens que tu pourras tenir le coup, sans signer, alors, vas-y. Mais si tu n'es pas vraiment sûr de toi-même, alors épargne-toi au moins cela. Si tu n'es pas vraiment sûr de toi, mon fils, alors sache que tu passeras par des choses horribles. Puis il m'a parlé de sa vie. Il m'a raconté qu'il connaissait Lénine mais était persuadé d'être bientôt fusillé. Il était très calme. Je suis probablement le dernier à qui il ait parlé.

Q. — Vous vous considérez toujours comme un communiste ? Continuez-vous à croire en ce système ?

R. — C'est difficile à dire. A ce moment-là, personne ne se posait cette question... Je suis resté 5 mois à Lefortovo. J'ai eu les côtes et les os cassés deux fois mais je n'ai pas signé. C'était au printemps de l'année 1939. Le XVII^e Congrès approchait.

Q. — A la fin, aviez-vous vu l'exécution de Iéjov ?

R. — Tout l'appareil de Iéjov, en tant que troisième conspiration de la Tchéka, a été liquidé. Béria est arrivé qui a également été supprimé.

Q. — Les changements au sein des services de renseignements expliquent-ils qu'on ne vous a pas fusillé mais envoyé à Kolyn ? Ou est-ce seulement que vous avez refusé de signer ?

R. — N'avoir pas signé était essentiel, comme je l'ai déjà dit. Mais le fait que mon procès a eu lieu avant le congrès était très important. Pendant ce congrès, Malenkov a dit que l'ennemi, par des provocations, a essayé de nous faire perdre nos cadres dirigeants sur la base de fausses accusations. Et sans doute Iéjov a-t-il été tué grâce à ce prétexte.

Q. — Avez-vous lu « La Terreur et la Révolution » de Boris Lewicki ?

R. — Non. Lewicki si je me souviens bien, cite les raisons de la liquidation de Iéjov d'après des documents des services de renseignements.

Q. — Comment s'est déroulé votre procès ?

R. — Il a eu lieu à Lefortovo. J'ai reçu l'acte d'accusation dans les derniers jours d'avril 1939. Après l'avoir lu, j'ai été persuadé qu'on allait me fusiller.

Q. — De quoi étiez-vous accusé ?

R. — De tout. On y citait les témoignages de différentes personnes. J'étais donc l'agent du 2^e Bureau P.O.W. (organisation qui a cessé d'exister en 1921), membre de la fraction trotskyste dans le Komintern... Merde, tout ce qu'on pouvait trouver quand même. Les enquêteurs ignorants, ils se servaient de fichiers tout préparés, écrits par d'autres, acceptés par les autorités, et qu'ils gardaient dans leurs tiroirs. La fiche dont ils se servaient pour formuler leurs accusations n'avait pas d'importance. Dans cet acte, il était écrit qui je contactais. On y avait inscrit une vingtaine de noms. Tous avec l'annotation « condamné à mort ». Je me suis senti très seul... Moi, je suis en vie et mes amis sont morts...

Et un jour, ils sont venus me chercher dans ma cellule. Un lieutenant avec deux tchékistes armés. Ils m'ont emmené au tribunal. Tout était solennel. Il y avait trois hommes dans la pièce. Ulrich, excellent président du tribunal militaire de l'URSS, grande figure, juriste militaire de premier rang, présidait. La pièce se trouvait dans le même couloir que les bureaux des enquêteurs. Je me souviens d'une pendule accrochée au mur. C'était une pendule spéciale et drôle par la fonction qu'elle remplissait : sous cette pendule, un homme notait l'heure

d'entrée et de sortie des prisonniers. Il s'agissait de contrôler le travail des juges qui devaient faire un certain nombre d'heures par jour.

Q. — Combien de temps a duré votre procès ?

R. — 4 minutes.

Q. — Que pouvait-on faire dans ce laps de temps ?

R. — Le lieutenant a crié mon nom. Les tchékistes, armés de carabines, m'encadraient. Ulrich m'a demandé et cela m'a même amusé : « *Que voulez-vous dire dans votre déclaration finale ?* » Je lui ai répliqué que je n'avais pas encore fait la première. On m'a alors répété la même question. J'ai dit que j'étais innocent et que j'exigeais d'être reconnu non coupable et d'être libéré. Là-dessus, Ulrich a répondu calmement : « *Bien, le tribunal examinera votre souhait.* »

Ensuite, on m'a fait sortir et on m'a enfermé dans une armoire dans le couloir. Tout le long de ce couloir, se trouvaient ces boxes — des armoires d'une hauteur de 2 m et d'une profondeur d'environ 40 cm. C'est là qu'on attendait le verdict.



Q. — Que pense un homme enfermé dans de tels boxes ?

R. — Je n'en sais rien... J'écoutes. Mes oreilles étaient remplies de cris... horribles, effroyables... « *Pourquoi l'a-t-on fusillé, pourquoi ?* ». Cela venait de différents points du couloir. Mais j'ai aussi entendu : « *Vive Staline* » crié par quelqu'un qui allait être fusillé. Les sentences étaient aussi exécutées sur place. Un autre criait : « *Staline n'est pas au courant de ce que vous faites* »... J'ai été condamné au titre de l'article 58 : trahison, espionnage, terrorisme, organisation de la contre-révolution... et soudain comme dans un rêve, j'ai entendu le verdict : 15 ans de camp et 5 ans de privation de droits civiques. Je me souviens que sur le moment je me suis dit : « *Merde, encore*

15 ans de souffrance, et en même temps, je me suis rendu compte que je pourrais pas survivre pendant 15 années, car je savais déjà un petit quelque chose sur les camps.

(NdT: *Les dialogues en italiques en russe dans le texte original*)

B.D.I.C.

Q. — Aviez-vous de la haine ?

R. — J'en avais, mais pas contre l'Union soviétique, seulement contre l'appareil, contre la folie de Staline. Je pense que ce sentiment était assez naturel car je considérais à l'époque que c'était une sorte de déviation, de dégénérescence du système. Je ne pensais pas que la faute revenait au socialisme.

Q. — Et aujourd'hui, qu'en pensez-vous ?

R. — Nous changeons de discussion.

Q. — Vous voudriez encore parler du camp ?

R. — Oui. Nous arriverons de toute façon à cette discussion. Nous avons mis 40 jours pour arriver à Vladivostok. L'épidémie de typhus prenait fin au moment de notre arrivée. Il y a eu 8 ou 9 000 morts, notamment Bruno Jasienski.

Je suis arrivé à Kolyn vers le début du mois de juillet 1939. C'était un vrai cauchemar. C'est la guerre entre la Russie et l'Allemagne qui m'a maintenu en vie. A ce moment-là, j'ai senti qu'on allait pouvoir survivre car il devait se passer quelque chose.

Q. — Grâce à Bierut, vous revenez de Kolyn après près de 7 ans de détention. Après les souffrances, les tortures, la mort de votre fiancée, votre tentative de suicide... Et aussitôt, vous commencez à prendre part à l'activité communiste. Haïssiez-vous le communisme ? Quelles étaient vos motivations ?

R. — Je pense que ceci n'est pas très difficile à reconstituer. Je suis rentré en Pologne. Premièrement, il n'y avait pas d'autre Pologne. Pendant toutes ces années, je rêvais de Varsovie, de mon pays. Plus souvent de ma ville que de mon pays. Il me semblait qu'il y aurait une Pologne meilleure, qu'elle serait différente de ce que j'avais vu en Union soviétique. Mais je n'en étais pas certain. Que ce serait autre chose, car c'était un pays avec un passé différent, une culture et des traditions différentes. Et c'est un pays — je le pensais — incapable de devenir pareil aux soviets.

Q. — Autrement dit Cezary Baryka est arrivé dans une maison de rêve ?

R. — A vrai dire, oui, mais Cezary Baryka était très jeune et sans expérience. (Il rit.) Je croyais que ce serait la Pologne, peut-être pas des maisons de rêve, mais... En tout cas, qu'elle serait bonne et juste. Enfin, pendant la période d'entre-deux guerres, j'étais adversaire du régime.

Q. — Ça ne vous a pas servi de leçon, ce que vous avez vécu? Ou alors, vous jouez la naïveté?

R. — J'étais persuadé d'être un honnête communiste qui avait tiré les leçons des expériences du mouvement ouvrier. A mon retour, j'étais persuadé que chez nous, nous allions agir correctement. Que, grâce à Dieu, nous serions entre nous.

Q. — Combien de temps avez-vous nourri ces belles illusions?

R. — Il est difficile de parler de continuité. Je suis rentré en Pologne en 1945, pour la réunion du KRN.

Je savais déjà qu'il y avait le gouvernement d'unité nationale, qu'il existait une opposition, le PSL (Parti populaire polonais), etc.

J'ai appris à la réunion que la lutte était dure. Déjà à Moscou, des amis et surtout Modzelewski m'avaient un peu parlé de cela. Mais je ne voyais pas tellement ce qu'était la lutte contre la résistance ni la lutte de la résistance avec le pouvoir de Lublin. En juillet, j'ai vraiment mis les pieds en plein dedans.

Q. — Gomulka ne vous a pas reçu très cordialement? D'où venait votre animosité réciproque?

R. — Ce qui me choquait toujours chez lui, c'était son air morne, son manque d'humour, son extrême schématisation. Il ne s'est pas réjoui de me voir ni moi non plus. Et bien sûr, j'ai tout de suite compris qu'il ne me voyait pas au centre de l'appareil. Bien entendu, nous n'avons pas parlé de cela. Alors, quand au comité central, Kliszko et Zambrowski m'ont demandé ce que je voulais faire, je répondis que j'allais partir en Silésie. Car, auparavant, j'y avais travaillé comme militant communiste. C'est là-bas qu'on m'a arrêté avec Jaszunski pour avoir organisé une grève de mineurs. Et je suis parti en tant que secrétaire économique du comité de Voivodie pour la Silésie.

J'ai remplacé Szyr que Mink a appelé pour le seconder au ministère de l'Industrie et du Commerce qu'on était en train de mettre en place. La première période de mon activité en Silésie m'a apporté beaucoup de joie et de satisfaction. C'était réellement une période de reconstruction et de mise en route de l'industrie.

Q. — Et l'idéologie là-dedans? De quelle manière formiez-vous des communistes? Car il n'y en avait pas là-bas?

R. — Les communistes formaient de nouveaux cadres, mais subalternes. Bien sûr, le directeur d'une grande fonderie ne pouvait pas venir du bas de l'échelle. C'était valable

pour les moyennes et petites entreprises. Nous avons ouvert une école technique pour les cadres. Ces gens-là devaient acquérir une formation de base dans l'organisation de l'industrie. Il en est sorti toute une série de militants dans le domaine économique, des ministres; Waniolka, Mitrega...

Q. — Mais le recrutement au PPR? (Parti ouvrier polonais)

R. — On recrutait au parti sans cérémonie, tous ceux qui voulaient arriver dans la vie y rentraient. C'était une vraie rasle. Le parti acceptait volontiers car au début il n'existe pas vraiment. Le PPR comptait quelques dizaines de personnes. Il fallait le construire comme parti de masse, avec une base dans les usines, les mines. Si le parti devait être un parti dirigeant, alors il fallait qu'il ait les masses avec lui. C'est alors que la course a commencé entre le PPR et le PPS (Parti socialiste polonais) en Silésie.

Au PPS entraient ceux qui voulaient ou devaient être dans une organisation et ne voulaient pas aller chez les communistes. Ils trouvaient que c'était un moyen de se protéger contre la pression des communistes et de leur donner une position de partenaire. Ils adhéraient au parti de plein gré en cherchant une protection. Souvent aussi par conviction, surtout des militants d'avant-guerre, liés avec le PPS ou avec le mouvement syndical.

Q. — Aviez-vous à ce moment-là la conscience de commettre des fautes?

R. — A ce moment-là, j'étais contre les choses les plus choquantes.

Q. — C'est-à-dire?

R. — Qu'on change par la force les noms allemands, qu'on détruisse les cimetières et les sépultures allemands. Je tenais cela pour de la barbarie, pour un acte d'intolérance extrême, le non respect des traditions. J'ai honte de le reconnaître, mais je m'occupais de l'industrie, et je n'étais pas au courant de l'ampleur des abus envers les habitants des campagnes de Silésie.

Q. — Cette sorte de déclaration me révolte. Que veut dire: je ne savais pas? L'avant-garde du nouveau pouvoir est tout de suite tombée dans la paranoïa des souverains...

R. — S'il s'agit du regard que je porte sur l'ensemble, alors c'est oui. Pourtant, je pense que mon regard, même dans ces conditions, voyait assez bien les choses.

Q. — Et grâce à cela, vous avez bientôt obtenu un poste à la Centrale?

R. — A la fin de l'année 1948, j'ai été chargé par le bureau politique de prendre la tête du département de la presse, de l'édition et de la radio.

Q. — C'était après la déviation droitière et nationaliste. Votre antagoniste Gomulka avait disparu et avec lui son cerveau, Biekowski. Et on peut dire d'une certaine manière que c'est vous qui prenez la place.

R. — Oui, mais depuis 1947, je n'étais plus secrétaire économique car je n'étais pas d'accord avec la proposition de Mink qui prolongeait la journée de travail des mineurs. Ensuite, pendant un an, j'ai été le rédacteur en chef de « Tribune Ouvrière ». En 1948, le département dirigé par Wladek Biekowski a été divisé en plusieurs départements et Borejsza et Albrecht étaient chargés de leur coordination.

Q. — Comment se déroulait votre collaboration avec l'autocrate Borejsza ?

R. — Mal. J'aime avoir des opinions personnelles et lui voulait à tout prix imposer les siennes. La collaboration avec Albrecht était nettement meilleure. Nous avons eu une étape de travail en commun. A vrai dire, à trois, car il y avait aussi Zarzycki. Albrecht a été pendant un temps, président du Conseil national de Varsovie. Ensuite, ça a été le tour de Zarzycki, et moi, pendant ce temps-là, j'étais le premier secrétaire.

Q. — Je vous demande de ne pas aller si vite vers les pages glorieuses de votre vie politique. Faisons le compte jusqu'au bout de la période stalinienne et de vous même en tant que chef du département du CC. Un jour, avec Monsieur Biekowski, nous sommes arrivés à la conclusion que, sous Staline, vous étiez un sacré fils de pute et qu'ensuite vous vous êtes reconvertis.

R. — Il y a quelque chose là-dedans. J'étais un militant logique du Parti. Je ne veux pas polémiquer avec cette appréciation mais je peux poser une question à Biekowski : Et toi, mon cher Wladek, quel genre de fils de pute étais-tu. Cette sorte d'épithète et d'accusation me font rire quand elles viennent de la part de gens qui ont été actifs, logiques et intransigeants dans leurs activités quand ils étaient staliniens. Et il ne faut pas me raconter qu'il n'était pas stalinien à cette époque. Tout cette période, à partir de 1944, à partir du moment où le pied du soldat soviétique s'est posé ici, moment où ce pouvoir est devenu le pouvoir en Pologne, ça a été la période stalinienne en Pologne.

Pourquoi dis-je que c'était la période stalinienne ? Car c'est Staline lui-même qui a défini cette politique. Toute cette conception de la démocratie populaire, d'abord comme échelon vers la dictature du prolétariat, ensuite comme forme de la dictature du prolétariat, c'était une conception de Staline et de personne d'autre. Staline réalisait cette

politique étape par étape, en les abrégeant considérablement et en les réalisant efficacement. Or, toute cette période de 1944 à la mort de Staline tout au moins est une époque stalinienne en Pologne. L'époque stalinienne en URSS a commencé beaucoup plus tôt. Et que personne, parmi les politiciens actifs de cette période, n'ose dire qu'il ne réalisait pas la politique stalinienne. C'est vrai aussi pour ceux qui, formellement, n'étaient pas membres du Parti mais très fidèlement l'accompagnaient. Et la politique stalinienne était une politique de fils de pute si on adopte ce langage. Quand Wladek Biekowski est devenu le chef de la propagande, c'était lui à qui la direction du Parti avait confié le front idéologique, c'est-à-dire la propagande, la culture, l'agitation... en somme, tout.



Q. — Je vous demande pardon : que faisiez-vous alors ? Je sais que ce n'est pas vous qui avez dessiné l'affiche « A.K. un nain immonde de la réaction ». Cela a été fait contre votre consentement ? Avez-vous donné votre signature, oui ou non ?

R. — Oui. Comment ? D'où cela serait-il venu ? Nous savons que c'est le pouvoir qui surveille de près qu'il n'y ait pas d'autres centres de pouvoir à côté. De même, quand j'ai lu ce qu'Andrzejewski a écrit sur notre rencontre au congrès de Solidarnosc, ce qui m'a indigné et aussi fait rire, il écrivait dans ses notes hebdomadaires qu'il était surpris de m'y rencontrer car dans le temps j'étais un satrape qui dirigeait la presse, etc., et d'autres divagations. C'est drôle dans la mesure où ce n'est pas moi qui ai écrit « Le Parti et la Littérature », ce n'est pas moi qui ai écrit « Les Têtes en papier », ce n'est pas moi qui écrivais toutes ces choses écrites par Jerzy Andrzejewski. Et ce n'est pas moi non plus qui rédigeait « La Revue culturelle », et pourtant, on peut y trouver des choses qu'Andrzejewski préférerait maintenant

oublier. Comme c'est facile et comme on peut tout à coup oublier son passé. Moi je parle du mien d'une façon ouverte et sincère.

Q. — A qui la faute si vous avez agi comme vous l'avez fait ?

R. — Nous sommes tous coupables, nous tous portons la responsabilité et les tentatives de se tirer d'affaire en rejetant la faute sur quelqu'un d'autre, c'est un procédé malhonnête.

Q. — En occupant ce genre de poste pouvait-on agir différemment ?

R. — Bien sûr que non ! Je ne cherche pas à me disculper. Je trouvais cela juste à l'époque. C'était la politique à laquelle je souscrivais.

Q. — Quelle sorte de saloperie étiez-vous capable de faire dans le cadre de la fidélité à cette politique ?

R. — C'est une autre affaire si dans le cadre de cette politique je faisais personnellement des saloperies. A cela, je dis non.

Q. — C'était donc possible ? Ou bien le mot saloperie n'a pas le même sens pour vous ?

R. — Je n'ai pas renvoyé un seul rédacteur. Je n'ai pas fait d'expulsion en masse de la presse. Je n'ai jamais eu de tendances à modeler les gens, de manière à garder ceux qui sont dociles et à renvoyer ceux qui ne le sont pas. Personne ne peut me le reprocher.

Q. — Croyiez-vous, disons à la propagande anti-impérialiste qui était alors de mise, l'acceptiez-vous d'office ?

R. — J'y croyais dans la mesure où il s'agit d'un conflit essentiel qui va aller en s'approfondissant. Un conflit entre le bloc soviétique et le monde occidental. C'était le commencement de la guerre froide. Il y avait aussi le fait que Staline n'a tenu aucun des engagements pris à Téhéran, Yalta ni à Potsdam. Il les a rompus l'un après l'autre. Et si l'Occident était assez bête pour croire que Staline allait tenir la parole donnée, c'était son affaire. Roosevelt était si naïf et il ne connaissait rien aux problèmes de la politique mondiale. Il n'a pas compris qui était Staline alors, il s'est laissé berner. Et Staline a fait ce qu'il a voulu. Ce n'est pas seulement l'affaire de la Pologne. En 1948, il y a eu le coup d'Etat en Tchécoslovaquie. C'était aussi la Roumanie, etc. Ce n'est pas cela qui a arrêté Staline dans ses projets et ses rêves. Vu l'état de démobilisation politique et idéologique de l'Occident et son désarmement effectif, Staline aurait pu arriver jusqu'aux Pyrénées, tout comme il est arrivé sur l'Elbe. Alors, à un moment donné, les Occidentaux se sont réveillés et se sont rendus compte qu'ils s'étaient faits avoir, mais cela c'est une autre affaire. Tout cela a contribué à créer la

guerre froide. Et ceci avant la création de la RDA, avant le blocage de l'Allemagne et la guerre de Corée.



Q. — Staline était encore vivant quand vous avez cessé d'être membre de l'appareil du Parti. Quelle en était la raison ?

R. — Bierut m'avait annoncé que je serai obligé de quitter mon poste et l'appareil du Parti. Il y en avait quelques-uns qui étaient obligés de partir et, entre autres, Artur Starewicz. Je pense que mes origines non-aryennes y étaient pour quelque chose et, en tout cas, c'est l'ambassade soviétique qui l'exigeait. C'est à ce moment-là qu'avait commencé cette chasse... le procès des médecins.

Q. — Après la mort de Staline, en 1954, vous revenez sur la scène politique comme premier secrétaire du comité de voïvodie de Varsovie. Comment s'est passé ce retour en grâce ?

R. — Ils me l'ont proposé tout simplement, et moi je l'ai accepté. Je sais qu'Ochab a appuyé ma candidature. J'étais présent à l'« Active » qui a eu lieu en 1954. C'était le premier grand forum de bilan. Il devait durer une journée, en réalité il a duré 9 jours.

Q. — Quel était l'objet de votre contribution ?

R. — Malheureusement, il n'est pas possible d'avoir accès à ces contributions. Cela concerne non seulement le matériel de ce forum mais tous les documents de ce temps-là. Aucun document de ce forum jusqu'au 8^e Congrès n'a pu être divulgué. J'y ai parlé principalement de la répression et de la terreur.

Q. — C'est seulement à ce moment-là que vous vous êtes rendus compte de cela ?

R. — Je ne me rendais pas compte de l'ampleur des répressions. C'est seulement les révélations de Swiatlo qui s'est enfui à l'Océan Atlantique qui m'ont ouvert les yeux, dans une certaine mesure. Il est certain qu'avant, j'en savais déjà quelque chose. Cette conscience grandissait et je comprenais qu'il se passait des choses fatales auxquelles je n'avais pas accès. J'étais très éloigné des milieux que cela touchait, comme par exemple l'A.K. (= l'armée nationale).

Nous savions que Gomulka, Spychalski étaient emprisonnés. Et cela a certainement joué dans la prise de conscience. Ils étaient arrêtés depuis trois ans et il n'y avait pas de procès. Alors de quoi s'agissait-il ? Si on ne pouvait savoir pourquoi on les gardait en prison, cela voulait dire qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas.

J'ai commencé à poser des questions et j'ai reçu des réponses énigmatiques. On m'a dit qu'on était en train de réunir des preuves en vue d'un procès. Et les déclarations de Swiatlo étaient un vrai tremblement de terre.

Q. — Cela ne vous faisait-il pas penser aux méthodes que la Sécurité soviétique employait envers le PCP ?



R. — Cela me faisait penser aux affaires soviétiques de 1937 et dont j'avais moi-même été victime. C'est peut-être pour cela que j'ai été un des premiers à le divulguer. Un des premiers à en parler et à lutter. Je pense que ce n'est pas sans raison que ces documents ne peuvent sortir au grand jour. Ils comportent des propos extrêmement critiques.

FIN PREMIERE PARTIE

(1) S.D.K.P.I.L. Parti social-démocrate du royaume de Pologne et de Lituanie. Parti de Rosa Luxembourg qui devait donner naissance au PC polonais.



Dernière minute:

Le corps de Youri Andropov a été exposé à la maison des Syndicats à Moscou.

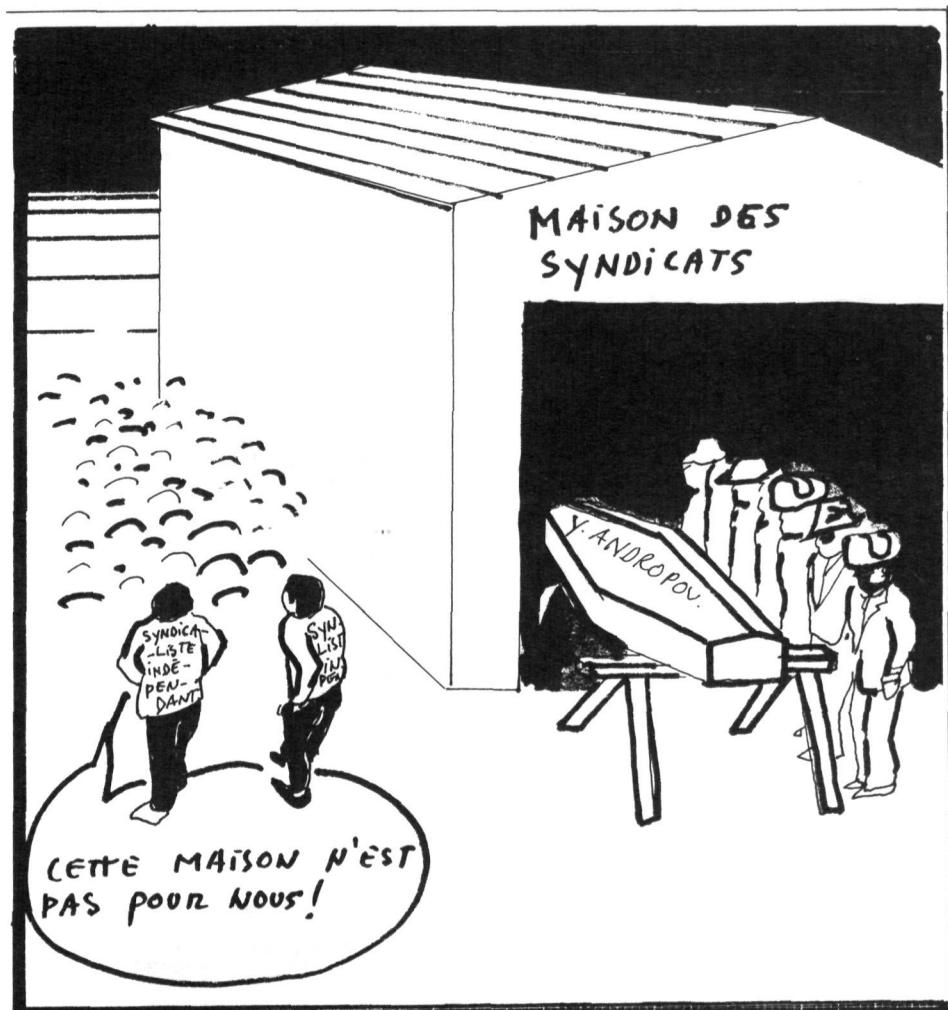


Plate-forme provisoire du PSPP

Nous donnons les douze points suivants de notre programme pour l'orientation de nos lecteurs. Dans les prochains numéros nous nous proposons de développer, point par point, plus largement.

- 1. La liberté du pays.**
- 2. La destruction du monopole du POUP, qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière, mais est soumis servilement au PCUS.**
- 3. L'évacuation de l'armée du Kremlin du territoire polonais.**
- 4. La dissolution des forces répressives de la milice - MSW - dépendant du ministère de l'Intérieur, qui ont pour modèle les formations hitlériennes SS et stalinienennes du KGB.**
- 5. Les syndicats indépendants soumis à aucun parti politique, ni à aucune autorité administrative ou gouvernementale.**
- 6. Le droit de grève (garanti par la Constitution).**
- 7. La garantie des libertés individuelles, de la liberté de réunion et de rassemblement (garanti par la Constitution).**
- 8. Liberté de la presse, de la radio, de la TV. La suppression de la censure, ce qui concerne aussi toutes les publications des gens de lettres et écrivains.**
- 9. La constitution des conseils ouvriers dans toutes les entreprises, qui auront une voix décisive dans les affaires sociales et économiques.**
- 10. Le changement de la procédure des élections au Parlement. Le Parlement d'aujourd'hui est une parodie, car les députés acclament seulement les décisions du comité central du POUP.**
- 11. La garantie constitutionnel que l'armée polonaise et les formations armées de la milice civile MO n'interviennent pas contre les manifestations et contre les ouvriers en grève.**
- 12. L'annulation des accords avec l'URSS, traités nuisibles à la Pologne (entre autres), les traités de Yalta, Téhéran et Potsdam.**

**Soutenir Szerszen,
c'est s'abonner !**

Six numéros - un an : 50 F soutien : 100 F, 150 F

Prix au numéro : 10 F

CCP, chèques à l'ordre de : Association Szerszen

Adresse : 91, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris 75010 (France)

NOM

Prénom Adresse

..... Je m'abonne pour numéros à partir du N°

pour l'édition française, polonaise (?)

